

Tre de l'InsHS





Édito

de Marie Gaille, directrice de l'InSHS

Comme l'évoquait Fabrice Boudjaaba dans l'éditorial de la Lettre de l'InSHS de mars 2023, la «recherche financée » ou la recherche sur projet constitue, depuis une vingtaine d'années, une modalité de financement de la recherche publique qui

structure en large part les recherches conduites au sein des UMR [p2]

À PROPOS

Dans la «fabrique» du rock alternatif

Dans les années 1980-1990, pendant une bonne décennie, un mouvement culturel indépendant et auto-organisé de la jeunesse est apparu sur le devant de la scène médiatique. Ce mouvement dit «rock alternatif» est né sur les décombres de l'explosion punk en France (1976-1979) [p4]

OUTILS DE LA RECHERCHE

MEMORIA, un système d'information exploratoire en ligne pour décrire des protocoles de recherche

De quelle manière les résultats de la recherche scientifique sont-ils produits? De quelles informations avons-nous besoin pour assurer la traçabilité et la vérifiabilité de ces résultats? C'est à ces questions que se propose de répondre MEMORIA, un système d'information exploratoire en ligne, conçu et développé au sein du laboratoire MAP [p8]

INTERDISCIPLINARITÉS

À la découverte des sols urbains vivants : un programme de recherche participative interdisciplinaire à Strasbourg

Les sols tendent à être considérés comme une ressource inépuisable. Contaminés par les activités industrielles, transformés par les pratiques agricoles et exposés à l'urbanisation, il est nécessaire de les protéger [p11]

SCIENCES PARTAGÉES

Comment et pourquoi la recherche sur l'immigration se doit d'intervenir dans le débat public

François Héran, professeur au Collège de France, vient de publier un essai intitulé *Immigration*, *le grand déni* [p15]

VALORISATION

La valorisation au CNRS au prisme de la sociologie des sciences

La valorisation est une mission officielle du CNRS depuis 1982 [p17]

VIE DES LABOS

Cinquante ans d'articulation entre environnement et développement au CIRED

Centre international de recherche l'environnement et le développement fête cette année ses cinquante ans [p20]

À L'HORIZON

Fairville: comment démocratiser les processus de décision ? Les défis d'une approche collaborative

Agnès Deboulet coordonne le projet européen Fairville - Faire face aux inégalités et aux défis démocratiques par la coproduction dans les villes [p23]

ZOOM SUR...

Alimentation, corps et santé

Ce dossier spécial ouvre une fenêtre sur la richesse et l'importance des travaux des SHS portant sur l'alimentation [p26]

LIVRE



Un monde commun. Les savoirs des sciences humaines et sociales, SOUS la direction de Alexandre Gefen, **CNRS** Éditions, 2023

Philosophie, sociologie, anthropologie, études littéraires, linguistique, histoire, géographie, psychologie, musicologie, esthétique, histoire de l'art, économie, sciences politiques, droit, archéologie...: les disciplines couvertes par les sciences humaines et sociales sont vastes et variées []

voir toutes les publications

REVUE



Déviance et Société est une revue de sciences sociales attachée à la connaissance du crime et de la « déviance », ainsi qu'à leur traitement. La revue s'affirme à sa naissance comme un manifeste, produit d'une longue décennie

de discrètes conquêtes menées par des juristes, cliniciennes et sociologues hostiles à ce qu'ils appelaient alors la « criminologie administrative ». Soutenue par l'InSHS et, de manière plus marginale, par le CNL, la revue a pour trait majeur son caractère international [...]

voir toutes les publications

РНОТО



o Cyri FifSaLloN / CNIS Protehique

Édito

de Marie Gaille, directrice de l'InSHS

Comme l'évoquait Fabrice Boudjaaba dans l'éditorial de la Lettre de l'InSHS de mars 2023, la « recherche financée » ou la recherche sur projet constitue, depuis une vingtaine d'années, une modalité de financement de la recherche publique qui structure en large part les recherches conduites au sein des unités mixtes de recherche (UMR). Les appels à projet sont pour une part adressés directement aux organismes et aux établissements, et non aux chercheurs ou aux équipes, notamment dans le cadre des Plans d'Investissement d'Avenir. À l'heure où s'achève la troisième vague d'appel des programmes et équipements prioritaires de recherche, cet éditorial revient sur les trois années écoulées et fait un point d'étape en termes d'expériences, d'objets de recherche proposés et d'implications pour l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS) et sa politique scientifique.

En 2020, au moment où la pandémie de Covid 19 a conduit le gouvernement français à confiner la population entre le 17 mars et le 11 mai, le CNRS a été invité à travailler, dans le contexte du Plan investissement avenir 3, à l'élaboration d'un Programme Prioritaire de Recherche (PPR) sur l'autonomie et le vieillissement. L'InSHS, en collaboration avec l'Institut des sciences biologiques (INSB) et l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS), a élaboré un premier document destiné à proposer un périmètre scientifique, un état de l'art, les principales questions de recherche, à identifier les partenaires principaux dans la réalisation du PPR. Peu à peu s'est élaboré un programme de cinq ans dont l'ambition est de structurer le domaine de recherche sur l'autonomie et le vieillissement, grâce à une dotation conséquente.

L'InSHS a d'emblée perçu un intérêt scientifique à s'investir dans le développement d'un programme permettant d'investiguer un objet de recherche — qui est aussi un enjeu majeur pour la société contemporaine — impliquant des communautés d'historiens, juristes, sociologues, anthropologues, géographes, économistes, philosophes ; il a aussi trouvé en la personne de Claude Martin, politiste, directeur de recherche au CNRS, un porteur de premier plan. Car là est la première spécificité de ce type d'appel à projets adressé aux organismes : une fois la proposition scientifique validée, l'organisme de recherche est pilote du programme et travaille de conserve avec un ou des porteurs scientifiques, qui ont la responsabilité de déployer le programme, de réunir les communautés de recherche autour d'eux, d'animer ces communautés, et enfin, d'élaborer des appels à projets destinés aux chercheurs et aux laboratoires. Ainsi, aujourd'hui, le PPR Autonomie, désormais piloté par Cécile Bourreau-Dubois, professeure de sciences économiques à l'université de Lorraine, affiliée au Bureau d'économie théorique et appliquée¹, et dont les bureaux sont installés dans l'Hôtel à projets du Campus Condorcet, est-il notamment à l'origine de quatre défis scientifiques qui ont fait l'objet d'appels à projets (AAP) de l'Agence nationale de la recherche (ANR). Les troisième et quatrième appels de ce PPR — « Éclairer les situations de vie et les expériences d'autonomisation et de réduction de l'autonomie » et « Éclairer la conception, la réception et les usages des dispositifs et expérimentations innovants » — se sont clos le 17 mars 2023.

Quelques mois après la mise en place du travail autour des enjeux de l'autonomie et du vieillissement, débutait en 2020 un second chantier pour l'InSHS. Le CNRS se voyait en effet confier l'élaboration d'un PPR, intitulé « Sciences pour l'éducation », par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par le ministère de l'Éducation nationale. Sur le plan scientifique, l'élaboration du programme de recherche a été grandement facilitée par la création, dès 2019, d'un réseau thématique prioritaire sur l'éducation par l'InSHS, en coordination avec l'INSB et l'Institut des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I). Ce réseau a non seulement permis d'assurer d'emblée l'existence d'une communauté scientifique pluridisciplinaire mobilisable pour la réalisation d'un tel programme scientifique, mais a également été un acteur de son élaboration. Le réseau a enfin constitué un vivier pour identifier les porteurs du PPR. L'université de Poitiers co-porte ainsi avec le CNRS cette proposition, pilotée sur le plan scientifique par le psychologue Grégoire Borst, professeur à l'Université Paris Cité et directeur du Laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant², et Sandrine Gil et Jean-François Rouet, psychologues, respectivement professeure et directeur à l'université de Poitiers et membres du Centre de recherches sur la cognition et l'apprentissage³. Aujourd'hui, la proposition de programme, dans sa seconde version, doit être validé par le Secrétariat général pour l'investissement.

Deux enseignements peuvent être tirés de cette phase d'élaboration : une certaine élasticité temporelle caractérise souvent la préparation de ce type de programme, avec des moments d'accélération mais aussi d'attente, qu'il faut savoir appréhender afin de ne pas se laisser gagner par le découragement et la crainte de s'être mobilisé en vain. Par ailleurs, l'existence de communautés identifiées et déjà structurées en réseau est un atout puissant dans la préparation de ce type de programme de

^{1.} Beta, UMR7522, CNRS / Inrae / Université de Strasbourg / Université de Lorraine.

^{2.} LaPsyDÉ, UMR8240, CNRS / Université Paris Cité.

^{3.} CeRCA, UMR7295, CNRS / Université de Poitiers.

recherche. À la lumière de ce constat, l'InSHS, dont la politique scientifique se traduit par un soutien important aux réseaux nationaux et internationaux depuis plusieurs années, va encore renforcer ce point, cherchant le bon équilibre entre le soutien à des réseaux qui font émerger des thématiques et des réseaux qui étayent ses priorités scientifiques. Dans le même esprit, l'InSHS va également développer ses exercices de prospective et accompagner des groupes de réflexion, comme le GT Travail animé par Thierry Berthet, politiste, directeur de recherche au CNRS et directeur du Laboratoire d'économie et de sociologie du travail⁴.

C'est fort de ces premières expériences que l'InSHS a abordé les trois vagues successives des appels à projet pour les programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) du PIA4. Pour les projets exploratoires, en vague 1, il a proposé, sans obtenir le résultat escompté, un programme autour des recherches sur le patrimoine et un autre sur les enjeux mémoriels. En vague 2, il a soumis une lettre d'intention autour des enjeux d'habitabilité de la planète (TERRHA) et une autre pour un programme sur les politiques publiques et leur évaluation (E-Policy). Si celuici a pu être élaboré et défendu à l'oral, sans succès, il a été suggéré, concernant TERRHA, de travailler à un projet conjoint avec l'Institut écologie et environnement (INEE) et l'Institut des sciences de l'univers (INSU). C'est au cours de la vague 2 que l'InSHS s'est également investi dans un projet sur la gestion des risques, couronné de succès, qu'il pilote aujourd'hui en relation étroite avec l'INSU : Irima, co-porté avec l'université Grenoble Alpes et le Bureau de recherches géologiques et minières. Pour le CNRS, le portage scientifique de ce PEPR est assuré par Soraya Boudia, historienne et sociologue des sciences, professeure à l'université Paris Cité, et membre du Cermes3 - Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société⁵. En vague 3, le projet TRANSFORM — sur les transformations de la science et du rapport à la décision politique face aux changements globaux, préparé conjointement avec l'INEE et l'INSU, a été déposé, sélectionné pour être défendu à l'oral et est en attente de résultats.

En sus de ces propositions, l'InSHS, seul ou avec d'autres instituts du CNRS, s'est fortement mobilisé pour élaborer le volet recherche d'un certain nombre de stratégies d'accélération pour l'innovation et les porte pour le CNRS : Villes durables et bâtiments innovants avec Gilles Gesquière, informaticien, professeur à l'université Lumière Lyon 2, membre du Laboratoire d'informatique en image et systèmes d'information⁶ et Jean-Yves Toussaint, architecte et sociologue, professeur à l'INSA, membre du laboratoire Environnement, ville et société⁷; Industries culturelles et créatives, en cours de validation, avec Solveig Serre, historienne et musicologue, directrice de recherche CNRS au Centre d'études supérieures de la Renaissance⁸, et David Coeurjolly, informaticien, directeur de recherche CNRS au LIRIS, comme porteurs scientifiques ; et à un moindre degré Enseignement et numérique. En lien avec sa politique scientifique, l'InSHS s'est également impliqué dans le PEPR Recyclabilité et a contribué à l'élaboration du PEPR Santé et numérique, porté par

l'Inria et l'Inserm, avec notamment deux projets ciblés menés par Emmanuel Didier, sociologue, directeur de recherche CNRS au Centre Maurice Halbwachs⁹, et Carine Milcent, économiste, directrice de recherche CNRS au laboratoire Paris Jourdan Sciences Économiques¹⁰. Des compétences scientifiques en sciences humaines et sociales sont enfin présentes dans des programmes conçus et portés par d'autres sciences : sur la connaissance des sous-sols, sur celle des origines de la vie et sur la robotique et le numérique.

Ce travail mené dans le contexte du PIA4 incite à reconduire le constat établi lors du PIA3 : celui de la nécessité d'une meilleure préparation, en amont même de tout appel à candidature, via la structuration de réseaux de recherche, des exercices de prospectives et le fait de susciter ou d'accompagner des dynamiques d'élaboration de programmes. Les sciences humaines et sociales sont indubitablement présentes dans les réponses et les succès, mais du point de vue de l'InSHS, cette présence assure partiellement la couverture de ses priorités scientifiques, et aurait pu être plus ajustée qu'elle ne l'a été, avec une meilleure anticipation, à la dimension « exploratoire » de l'appel à projet du PIA4. Une telle réponse, plus ajustée, exige sans doute ce travail de conserve et d'amont, comme nous le suggérions plus haut, entre InSHS et communautés de recherche, et la détermination de priorités partagées avec les partenaires académiques.

Par ailleurs, et afin de garantir à ces dernières que leur mobilisation n'est pas vaine, même en cas d'insuccès, il convient de mobiliser ou d'inventer des dispositifs propres à l'InSHS pour la réalisation, tout ou partie, des projets déclinés dans les réponses aux appels du PIA4 dès lors qu'ils s'inscrivent dans les priorités scientifiques de l'Institut.

Ce travail mené dans le contexte du PIA4 démontre également l'intérêt de l'écosystème interdisciplinaire que constitue de longue date le CNRS pour aborder un certain nombre de questions de recherche : que les sciences humaines et sociales soient premières dans la formulation de ces questions, ou viennent s'arrimer à des hypothèses formulées par d'autres sciences qui ont besoin de leur éclairage, un nombre important de projets ou de « work packages » en leur sein n'auraient pu être élaborés sans cet habitus d'interdisciplinarité.

Enfin, à l'heure des lancements officiels des PEPR IRIMA et Villes durables et bâtiments innovants, respectivement les 22 et 24 mai 2023, soulignons l'important travail de mise en place qu'implique le portage institutionnel de ce type de programme, tant pour les porteurs scientifiques que pour l'Institut. Étayé par la Mission programmes nationaux (MiPN) créée en janvier 2023 au niveau du CNRS, dirigée par Frédéric Villiéras, ce travail de mise en place constitue l'occasion d'une véritable réflexion sur les missions de l'InSHS, plus orientées vers l'élaboration, le suivi et le soutien à des programmes scientifiques d'envergure que par le passé.

^{4.} LEST, UMR7317, CNRS / AMU.

^{5.} Cermes3, UMR8211, CNRS / Inserm / Université Paris Cité.

^{6.} LIRIS, UMR5205, CNRS / INSA Lyon / Université Claude Bernard Lyon 1.

^{7.} EVS, UMR5600, CNRS / Université Jean Moulin Lyon 3 / Université Lumière Lyon 2 / Université Jean Monnet / ENS de Lyon / ENTPE / ENSAL.

^{8.} CESR, UMR7323, CNRS / Ministère de la Culture / Université de Tours.

^{9.} CMH, UMR8097, CNRS / ENS-PSL / EHESS.

^{10.} PJSE, UMR8545, CNRS / EHESS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / ENS Paris / Inrae / École des Ponts ParisTech.

À PROPOS

Dans la «fabrique» du rock alternatif



Loran et Fanfan, projet maxi Joyeux merdier © Zeeman 1985

Dans les années 1980-1990, pendant une bonne décennie, un mouvement culturel indépendant et auto-organisé de la jeunesse est apparu sur le devant de la scène médiatique. Ce mouvement dit «rock alternatif» est né sur les décombres de l'explosion punk en France (1976-1979). Il s'est manifesté partout en France à travers des groupes musicaux, des productions musicales et artistiques, des concerts, des lieux autogérés souvent en marge du système classique. Son expression artistique musicale était protéiforme alliant culture populaire française, performance avant-gardiste et punk rock anglo-saxon. Le groupe Bérurier Noir, né au sein de cette mouvance en février 1983, est devenu en quelques années, grâce à une popularité inattendue, le porte-drapeau d'une forme de rébellion artistique prônant une indépendance totale face aux majors de l'industrie musicale et affichant une volonté de contrôler entièrement son destin artistique sur l'exemple d'autres expériences européennes postpunk anarchisantes issues des squats et des marges, comme les groupes et collectifs Crass en Grande-Bretagne ou The Ex aux Pays-Bas. Pour faire connaître cette expérience, deux membres du groupe, FanXoa, chanteur et auteur-compositeur-interprète, et Masto, saxophoniste et photographe, ont versé leurs archives au département de la musique de la BnF à l'été 20211.

Des réseaux et des musiques au pluriel

Dans toute la France, un réseau de groupes musicaux, disquaires, tourneurs, illustrateurs, activistes s'est mis en place pour accompagner et soutenir ce formidable mouvement créatif. Sur le plan musical, la grande diversité des styles, allant du bal musette expressionniste du duo Les Endimanchés au punk rock de Parabellum en passant par le reggae-dub de Babylon Fighters, toute une expression musicale s'est exprimée, ralliée par cette idée d'auto-organisation et de maîtrise de son destin musical. De nombreux labels sont apparus défendant chacun leurs groupes dans un esprit plus ou moins concurrentiel, mais ont souvent mué par cette même volonté d'indépendance face aux majors : on peut citer les labels V.IS.A. (Visuel Information Son archives), Rock Radical Records devenu Bondage Records, Boucherie Productions, Gougnaf Mouvement, Kronchtadt Tapes, Chaos Productions... Les studios d'enregistrement WW et Garage sont devenus mythiques, ainsi que des salle de concerts et des associations : l'Usine Pali-Kao à Paris, Rock à l'Usine à Montreuil, Emmetrop à Bourges... Le distributeur indépendant New Rose et un maillage de disquaires dans toute la France ont permis d'acheminer ces nouvelles productions à la portée d'un public jeune.

^{1.} Voir à ce sujet : Cailmail B. 2021, « Les Bérus posent leurs malles à la BnF », Chroniques, n°92.







De gauche à droite : Concert à Liège (Belgique), 15 mai 1988 ; Concert Géronimo. Toulouse, 5 novembre 1985 ; Couverture du fanzine basque Patxaran, 1987. Photo du concert de Bayonne le 7 février 1987 FanXoa

Une culture de l'écrit et du graphisme

Pour exprimer les idées et les combats politiques, culturels et sociaux de ce vaste mouvement culturel, un réseau important de fanzines et de presse alternative s'est constitué en parfaite autonomie de production sur le mode du Do It Yourself. Bien avant l'avènement d'Internet, avec de la colle, des ciseaux, des agrafes, des machines à écrire et des photocopieuses, une intense production de fanzines a vu le jour et a pu être diffusée lors des concerts ou chez les disquaires indépendants². Les groupes produisent eux-mêmes leurs propres récits comme Bérurier Noir avec le Mouv'ment d'la Jeunesse (MDLJ) ou La Souris déglinguée avec Lima Sierra Delta. Presse alternative politique et fanzines dédiés à la musique punk, affiches, flyers, une contre-culture est désormais à portée de mains. Cette explosion d'idées et d'actions depuis l'émergence du punk en 1976 n'avait jamais été étudiée en France de façon globale et sur plusieurs décennies.

Un sujet d'étude incontournable

En 2013, le projet de recherche PIND (Punk Is Not Dead, une histoire de la scène punk en France, 1976-2016) porté par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et le CNRS, et coordonné par Solveig Serre et Luc Robène³, s'est attelé à la tâche pour, d'une part, mettre fin à l'invisibilité de cette mouvance dans la recherche et, d'autre part, démontrer toute l'importance qu'il y a à étudier les marges pour comprendre le fonctionnement,

l'évolution et les enjeux d'une société⁴. En clair, ce qui s'est passé en France sur le plan culturel depuis 1976, à Paris et dans les banlieues comme en province, revêtait une grande importance autant sur les plans historiques, sociologiques, anthropologiques que musicologiques ou artistiques. Cette recherche, encore en cours, a mené le PIND à interroger des thématiques plus spécifiques sur le genre, les squats, la violence, l'idéologie, la sexualité, la dimension internationale du punk⁵. En tant qu'acteur de cette scène punk depuis 1977 et en tant qu'auteurcompositeur des groupes Bérurier Noir, Molodoï et Anges Déchus entre 1983 et 2006, François Guillemot, désormais historien et analyste de sources à l'Institut d'Asie Orientale (IAO, UMR5062, CNRS / ENS Lyon / Université Lumière Lyon 2 / Sciences Po Lyon), avait accumulé toute une documentation sur et autour de la «fabrique» de cet univers musical, à la fois politique et culturel. Cette documentation était toutefois fragile et sujette à une possible disparition au fil du temps. À la faveur d'une journée d'études organisée le 11 mars 2022 à la BnF, l'historien a pu expliquer comment elle avait miraculeusement survécu à de multiples circulations en France et au Canada ou à des cambriolages et divers dangers d'inondations⁶. Dans le but de nourrir toutes ces recherches, sur un sujet autrefois relativement méprisé, il a ainsi souhaité en faire don à la BnF.

^{2.} La conservation de cette presse se poursuit à la <u>Fanzinothèque de Poitiers</u>, fondée en 1989 et rassemblant plus de 60 000 documents.

^{3.} Solveig Serre est directrice de recherche CNRS au Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR, UMR7323, CNRS / Université de Tours / Ministère de la Culture). Professeur à l'université de Bordeaux, Luc Robène est membre du laboratoire <u>Théorie et histoire des arts et des littératures</u> de la modernité (THALIM, UMR7172, CNRS / Université Sorbonne Nouvelle).

^{4.} Voir à ce sujet la courte présentation vidéographique : « La grande histoire du punk », CNRS Images, 2019.

^{5.} Voir le très riche site du projet PIND rassemblant colloques, journées d'études thématiques, ressources, monographies.

^{6.} Voir à ce sujet sur le site de la BnF : « <u>Les archives de Bérurier Noir à la BnF : un joyeux merdier ?</u> ».

Donner pour la recherche transmettre une expérience

Le 14 janvier 2021, Benoît Cailmail, adjoint au directeur du département de la Musique à la BnF, contacte François Guillemot pour lui demander s'il possédait quelques archives personnelles en tant qu'auteurcompositeur-interprète-producteur. Il s'agissait pour la BnF d'introduire dans ses prestigieuses collections de musique «savante» des archives représentatives de toute la création musicale en France. Lors du premier rendez-vous organisé à Lyon, l'historien n'imaginait pas encore la somme des documents en sa possession. Cette documentation personnelle balaie une période allant de 1977 à 2020 : elle retrace la genèse punk de Bérurier Noir, puis la participation de François Guillemot à d'autres formations musicales, jusqu'à la succincte, mais importante reformation de Bérurier Noir entre décembre 2003 et mai 2006; elle compile également des bribes d'activités musicales du musicien avec d'autres groupes, comme la récente collaboration avec le duo féminin Mansfield.TYA sur le titre « Les filles mortes ». Au-delà de Bérurier Noir, c'est toute une scène qui surgit de l'oubli.

Préserver ou détruire?

Au sein même du groupe Bérurier Noir — composé du trio Fanfan, Loran et Masto — s'est posé la question de ce don à la BnF : les archives d'un groupe punk indépendant de tous pouvoirs et s'étant exprimé



Les deux Titis, © MastO, 198

sur la question de l'État devaient-elles rejoindre une institution étatique? Ne fallait-il pas faire comme le fils du couple mythique Malcom McLaren/Vivienne Westwood: tout jeter aux flammes dans un brasier festif, ultime bras d'honneur à l'establishment⁷? L'avis de François Guillemot sur la question était

plus nuancé. Son parcours personnel et sa vision du service public l'empêchaient d'aller dans ce sens d'autant plus qu'il avait constitué personnellement cette documentation et l'avait conservée chez lui pendant plusieurs décennies. Après l'autodissolution du groupe en 1989, son travail d'historien lui avait appris l'importance des archives pour analyser un phénomène. Il était convaincu que cette documentation méritait donc d'être préservée autant que possible et de nourrir la recherche en France. D'autres exemples de préservation aux États-Unis faisaient référence. Par exemple, la conservation des fanzines et textes du mouvement féministe musical des Riot Grrrls dans les années 1990 pouvait servir de modèle8.

Intérêt pour la recherche

Cette collection, toujours en cours de traitement, se compose d'un large spectre de matériaux aussi divers que des costumes de scène, des masques et accessoires, des dossiers de presse, des revues



Masto, Fanfan et Loran, projet LP Souvent fauché toujours marteau @ Masto, 1989

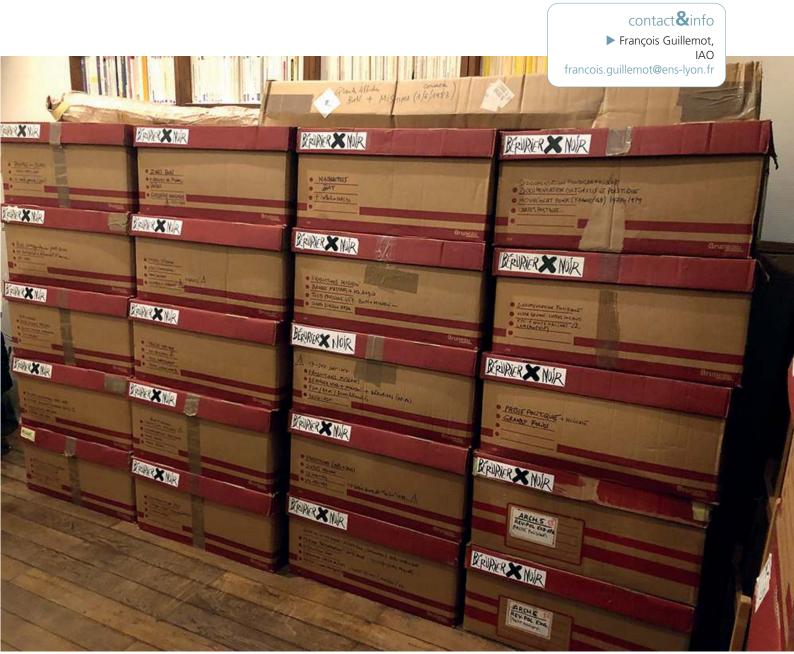
7. Voir à ce sujet : Robène L., Serre S. 2017, « <u>Anarchy in the musée. De la délicate muséographie des marges</u> », La lettre de l'InSHS n°50, pp.27-50. 8. Voir le documentaire de Sonia Gonzalez : « Riot Grrrl. Quand les filles ont pris le pouvoir » (Arte France / Point du Jour, 2014).

musicales, des fanzines, des partitions, des brouillons et carnets de notes, des contrats des concerts, des photographies, des affiches, des productions musicales sous toutes sortes de supports : disques, K7, CD, VHS. On y trouve aussi des agendas et des documents juridiques soumis à un embargo de trente ans et à des autorisations spécifiques. Que faire d'une telle somme de documents? La constitution de ce fonds foisonnant est une invitation à ouvrir de nouveaux champs de recherche en musicologie, codicologie et, plus largement, en sciences

humaines et sociales. Tant que les activistes de ce mouvement culturel d'envergure seront encore de ce monde, il ne faudra pas hésiter à les solliciter pour croiser les sources et compléter ces fonds d'archives d'un type nouveau.

En savoir plus

- ► Fonds/Collection Guillemot, François (a.k.a Fanfan / Fanxoa)
- ► Fonds/Collection Heuer, Tomas (a.k.a mastO)



Cartons d'archives en partance pour la BnF, 17 juin 2021 © FanXoa

OUTILS DE LA RECHERCHE

MEMORIA, un système d'information exploratoire en ligne pour décrire des protocoles de recherche

De quelle manière les résultats de la recherche scientifique sontils produits? De quelles informations avons-nous besoin pour assurer la traçabilité et la vérifiabilité de ces résultats?

C'est à ces questions que se propose de répondre MEMORIA, un système d'information exploratoire en ligne, conçu et développé au sein du laboratoire Modèles et simulation pour l'architecture et le patrimoine (MAP, UMR3495, CNRS / Ministère de la Culture), et permettant de documenter des résultats de recherche et de décrire les protocoles qui ont mené à leur création1.

Pour répondre à quels enjeux ce système d'information MEMORIA a-t-il été conçu?

La réflexion autour du système d'information MEMORIA a été amorcée en 2014, à partir des enjeux liés à la pérennisation d'informations sur les ressources numériques et les activités conduites au sein du laboratoire MAP. Ce projet à long terme visait la construction d'un système d'information exploratoire avec pour objectif la description, la structuration, l'archivage et l'analyse des ressources numériques produites [par le laboratoire].

En effet, une fois le projet de recherche achevé, il est souvent difficile de retracer les étapes qui ont conduit à un résultat, qu'il s'agisse de choix d'ordre technique ou bien d'ordre scientifique. Au fil du temps, les méthodes et techniques employées évoluent, entraînant une perte d'informations.

L'objectif du projet MEMORIA était de mettre au point un outil qui associe aux résultats scientifiques des indicateurs permettant de retracer la manière dont ces résultats ont été obtenus.

Pour ce faire, il a d'abord fallu identifier les besoins des utilisateurs, puis concevoir et mettre en place la structure du système d'information. L'étape suivante a été d'établir un vocabulaire contrôlé, et de procéder à une élicitation des connaissances propres au laboratoire (identification, structuration, définition et exemplification de toutes les activités).

Une interface visuelle a ensuite été conçue pour faciliter la navigation, l'accès et la visualisation des ressources. Les composantes et les fonctionnalités du système ont été implémentées progressivement. Le système d'information actuel est continuellement en cours d'évaluation et de développement.

À qui ce système d'information MEMORIA s'adresse-t-il?

Le système d'information MEMORIA est accessible en ligne pour tous les utilisateurs, en mode navigation. Les modes d'édition et d'indexation sont réservés aux personnels du laboratoire MAP. Une plateforme de familiarisation avec les principes et l'interface du système — « bac à sable MEMORIA » — a été mise en ligne, un accès est ouvert à tous (sur demande). Il permet d'expérimenter les principales fonctionnalités de l'outil.

Bien que conçu pour documenter les ressources produites au sein du laboratoire MAP-Gamsau (Groupe de recherche pour l'application des méthodes scientifiques à l'architecture et à l'urbanisme), spécialisé dans le domaine du patrimoine architectural, ce système peut s'appliquer aux résultats de recherche produits dans le champ des sciences historiques et patrimoniales au sens large. En ce sens, le système a été amendé par un jeu d'activités liées au domaine de l'archéologie (fouilles archéologiques) en collaboration avec le Laboratoire Archéologie et Territoires (LAT) de l'unité Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES, UMR7324, CNRS / Université de Tours).

système d'information Comment le MEMORIA fonctionne-t-il?

Chaque utilisateur peut naviguer librement en mode recherche et consulter les éléments décrits dans le système. Une fois connecté, l'utilisateur peut alimenter le système avec de nouveaux contenus : ajouter ou modifier les résultats de recherche et documenter leurs processus de production. Chaque utilisateur peut modifier uniquement les contenus dont il est l'auteur.

Il existe également un mode d'analyse qui permet d'afficher des réponses visuelles à des questions plus générales, comme par exemple : De quelle manière le profil d'activité d'un individu a-t-il évolué au fil du temps ? Quelles sont les tâches assignées à un individu au sein d'un projet ?

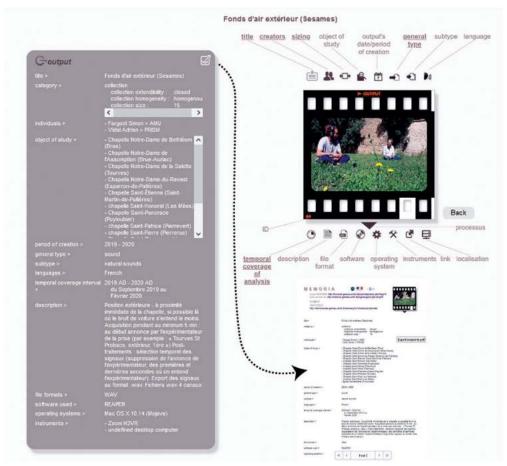
Description d'un résultat de recherche

Il existe trois types de résultats de recherche : l'output, qui est un résultat en soi (données, résultats d'analyse, hypothèses...), la composition et la publication, qui sont considérées comme des produits de diffusion qui réorganisent, commentent et mobilisent les connaissances et informations amenées par les résultats.

L'output est le composant central du système. Il est décrit par un ensemble de métadonnées descriptives permettant de détailler le contenant (titre, auteur, date de production...) et le contenu (objet d'étude, couverture temporelle d'analyse...) de la ressource produite, qu'elle soit numérique ou physique. Les métadonnées associées varient en fonction du type de résultats.

Un exemple de résultat de recherche (output), produit dans le cadre du projet de recherche ANR SESAMES par le laboratoire MAP et l'unité Perception, Représentations, Image, Son, Musique (PRISM, UMR7061, CNRS / AMU), est constitué de deux collections d'enregistrements de fonds d'air (extérieur et intérieur) acquis pendant la campagne d'étude de quinze chapelles rurales en région PACA (2019-2020).

^{1.} Dudek I., Blaise J.-Y., Rabefandroana M. 2022, MEMORIA. SI en ligne pour décrire des protocoles de recherche, Revue Des Nouvelles Technologies de l'Information, RNTI-E-38: 453-460.



Description d'un résultat de recherche (output) exportable en format PDF — <u>collection de fonds d'air extérieurs</u> — produit dans le cadre du projet SESAMES (capture d'écran du 29 septembre 2022)

Ces « fonds d'air » sont des pistes sonores témoignant de la nature des « sons » d'ambiance (anthropiques ou non) entendus dans chacun des sites étudiés. Parmi les métadonnées à décrire dans cet exemple, on retrouve les instruments utilisés pour effectuer l'enregistrement, les formats de fichiers obtenus, et les logiciels employés pour parvenir au résultat final.

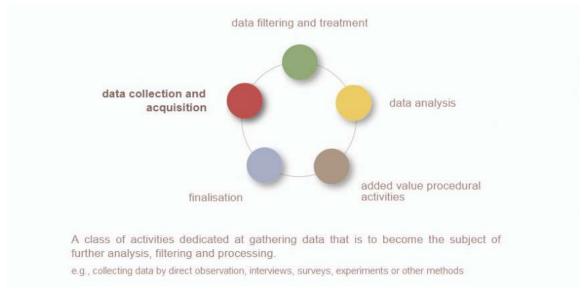
Documentation d'un processus de recherche

Afin de documenter la manière dont un résultat a été produit, l'utilisateur se réfère à plus de 300 activités qui lui sont proposées via l'interface MEMORIA. Chaque activité est définie avec un exemple, et représentée visuellement par un pictogramme unique.

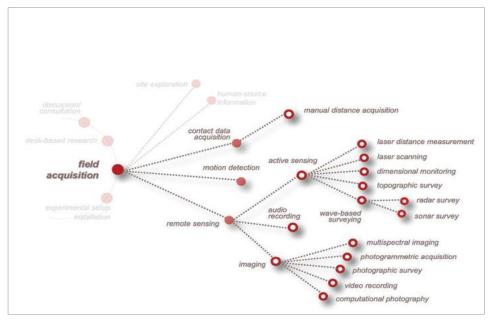
Ces activités sont réparties en cinq groupes, correspondant à différentes phases d'un processus de recherche, identifiées chacune par une couleur :

- acquisition des données (data collection and acquisition);
- ▶ filtrage et traitement des données (data filtering and treatment);
- analyse de données (data analysis);
- protocoles d'exploitation (added value procedural activities);
- finalisation (finalisation).

À l'intérieur de chaque groupe, les activités sont organisées de manière hiérarchique et présentées sous la forme d'une « roue d'activités ».



Différents groupes d'activités proposés dans le SI MEMORIA. L'ensemble des activités présentes dans le système ont été publiées en mai 2022 : Dudek I., Blaise J-Y 2022, MEMORIA. Nomenclature des activités, Prototype de recherche exploratoire porté par le laboratoire MAP (Modèles et Simulations pour l'Architecture et le Patrimoine), 334 pages.



Partie d'arborescence des activités proposées dans le groupe d'acquisition de données (field acquisition), branche 'information d'origine humaine' (human-source information) (capture d'écran du 20 septembre 2022)

L'utilisateur choisit les activités concernant le processus qu'il souhaite décrire, puis il les organise dans un graphe représentant l'ordre dans lequel ces activités sont réalisées, tout en indiquant non seulement leur simultanéité, mais aussi si ces activités sont répétées ou réitérées, etc.

Les processus permettent de garder trace du cadre institutionnel dans lequel les travaux se sont déroulés (organisations, projets, personnel employé, etc.), des sources primaires utilisées en phase d'analyse, ou encore des techniques et outils utilisés pour produire les ressources numériques.

Ce protocole s'appuie sur un travail préparatoire (plans des lieux) considéré comme « processus précédent » (symbolisé sur le graphe par la flèche pointant vers la gauche).

Quelle est l'ambition du système d'information MEMORIA?

L'ambition du système d'information MEMORIA n'est pas d'archiver et de sauvegarder des fichiers contenant des résultats (enjeu de l'archivage à long terme), mais d'identifier, de structurer et de pérenniser des informations sur le contexte de création de ces résultats.

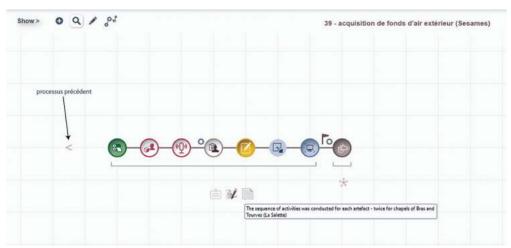
La structuration et la documentation des protocoles de recherche visent à assurer une meilleure compréhension de la production scientifique ainsi que la vérifiabilité, et la réplicabilité des procédures.

L'ambition ultime d'un système est de permettre l'analyse de l'évolution des méthodes de travail au cours du temps.

Pour en savoir plus :

► Présentation de MEMORIA en vidéo





Visualisation d'un processus de recherche (process) sous la forme d'un graphe, illustrant le protocole d'acquisition de fonds d'air extérieur dans le cadre du projet ANR SESAMES (capture d'écran du 29 septembre 2022)

Pour documenter le protocole d'acquisition de fonds d'air extérieur dans le cadre du projet ANR SESAMES, les différentes activités réalisées sont retracées dans l'ordre: impression des plans de l'édifice (produites dans un processus précédent), observation sur site et sélection d'un emplacement pour l'enregistrement, enregistrement audio lui-même, vérification des données, transcription de la position de l'enregistrement audio (sur un plan), sauvegarde et stockage de ces documents (plan et sons).

Le soulignement des activités indique que cette séquence a été répétée pour chacun des édifices étudiés.

INTERDISCIPLINARITÉS

À la découverte des sols urbains vivants : un programme de recherche participative interdisciplinaire à Strasbourg

Les sols tendent à être considérés comme une ressource inépuisable. Contaminés par les activités industrielles, transformés par les pratiques agricoles et exposés à l'urbanisation, il est nécessaire de les protéger. En effet, ils sont essentiels aux écosystèmes : leurs habitants recyclent la matière organique, structurent le substrat, facilitent l'infiltration des eaux, participent au stockage du carbone. Les sols restent pourtant mal connus des citoyens et des gestionnaires du territoire. Les atteintes symbolique et physique se placent dans le contexte des chamboulements globaux et reflètent une crise relationnelle profonde entre l'humain et son milieu de vie. La société contemporaine étant essentiellement urbaine, une équipe de recherche coordonnée par Sandrine Glatron, directrice de recherche CNRS au Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles (LinCS, UMR7069, CNRS / Université de Strasbourg), s'est intéressée aux sols des villes, avec les citadins, pour mieux appréhender ce patrimoine fondamental, à la portée de tous, et introduire la problématique de sa préservation¹.

Cette équipe a donc monté le programme de recherche participative Solenville dont les activités exploratoires remontent à 2018. Ce programme consacré à la biodiversité des sols urbains s'est déployé au sein de la Zone atelier environnementale urbaine (ZAEU) de Strasbourg avec un financement de stage en 2019. S'y sont ajoutés des financements de l'Université de Strasbourg en

2020² pour étudier les invertébrés des sols en utilisant l'application Jardibiodiv³. Les propositions se sont ensuite progressivement enrichies : après la faune « visible », l'équipe a intégré les qualités physico-chimiques des sols et les microorganismes, dans le cadre du programme « Sciences Ouvertes à Strasbourg : à la découverte des Sols Urbains Vivants » (SOS SOLUV) financé pour 2022 et 2023 par la Mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI) du CNRS à travers son appel Sciences participatives en situation d'interdisciplinarité. En termes d'outils et de méthodologies, l'équipe agrège depuis lors de nouveaux publics grâce aux balades apprenantes, jeux et événements culturels diversifiés. Les budgets permettent de rémunérer ponctuellement des spécialistes pour les animations ainsi que le gestionnaire de communauté Florian Franck-Neuman, absolument indispensables au fonctionnement du programme.

Une approche inter et transdisciplinaire pour améliorer la connaissance des sols

Les enjeux à la fois scientifiques, sociaux et environnementaux du programme justifient une approche interdisciplinaire. Côté sphère académique, l'équipe de recherche comprend des chercheurs et chercheuses en biologie animale, microbiologie, physique et chimie organique et minérale, ethnologie et géographie.









Illustration des parcelles « Strasbourg ça pousse » (De 1 à 4 : rue du Maennelstein, rue Baldner, rue de Thann, rue des couples) © Emma Zussy 2022

^{1.} Maris V. 2010, Philosophie de la biodiversité : petite éthique pour une nature en péril, Buchet Chastel.

^{2.} Idex Sciences participatives.

^{3.} Développée par Apolline Auclerc du Laboratoire Sols et Environnement (LES, Inrae / Université de Lorraine) de Nancy.



Cosmodélie #2 (Urbex en multiplex), 16 octobre 2021 : que peut-on apprendre des invertébrés sur les façons d'habiter la ville ? © Véronique Philippot

Mieux cerner les représentations sociales des sols et des sciences : l'approche des sciences sociales

Les sols urbains ont longtemps été traités comme le substrat plan du bâti et des réseaux⁴. La coupure entre ville et campagne érode la conscience que le citadin a du sol. En réaction, des envies d'habiter les sols s'expriment à travers l'essor du jardinage urbain. Il paraît utile d'explorer les représentations et connaissances des citadins, notamment celles des jardiniers urbains au sujet de la terre qu'ils travaillent. Inciter à participer à l'étude des sols permet également de susciter des réflexions collectives : que pensent les citadins des sciences ouvertes⁵ ? Comment les participants vivent-ils cette expérience à travers la collecte de données sur le sol ? Leur posture vis-à-vis des sciences et des chercheurs et chercheuses est à considérer à l'échelle locale pour sonder leur niveau d'implication. C'est le volet réflexif de cette recherche participative : il peine malheureusement à se déployer en raison des réticences des citadins à investir du temps sur ces questions.

Les partenaires de la société civile

Côté société, les partenaires sont nombreux. Avec les communes de l'Eurométropole de Strasbourg, l'équipe de recherche réfléchit aux lieux à investiguer dans le cadre de politiques et d'aménagements variés comme les jardins partagés et familiaux, la déminéralisation des cours d'école et des trottoirs (Strasbourg ça pousse), le projet « Cités fertiles » financé par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) dans le cadre de la programmation « Quartiers fertiles ».

Sont également partenaires des associations naturalistes (Alsace nature, Gepma, Odonat par exemple) et des artistes : une collaboration avec le Théâtre jeune public - scène nationale a initié cette riche interaction en 2021-2022, lors de « Cosmodélies », et plusieurs initiatives sont prévues pour les mois à venir avec pour objectif de diversifier les espaces / citadins et de les inciter à adhérer à notre démarche.

Qui participe et comment ?

Plusieurs volets complémentaires s'articulent. Souhaitant faire des sols une question de société, au-delà de la connaissance, l'équipe multiplie les événements en plus de la construction d'un réseau de contributeurs pérenne (pour documenter l'évolution des sols).

La collecte et l'identification éclairées de données naturalistes

Les coordonnateurs du projet organisent l'exploration des sols grâce à un éventail de démarches simples et rapides, sans compétences spécifiques ni prérequis experts. La collecte des données relatives au microbiote⁶, à la macrofaune et aux

^{4.} Meulemans G. 2017, The lure of pedogenesis. An anthropological foray into making urban soils in contemporary France, PhD thesis, Aberdeen: University of Aberdeen, Liege, University of Liege.

^{5.} Bonney R, Phillips TB, Ballard HL, Enck JW, Caruzo et al. 2016, Can citizen science enhance public understanding of Science?, Public Understanding of Science, 25 (1): 2-16.

^{6.} Le microbiote est « l'ensemble des micro-organismes – bactéries, virus, parasites et champignons non pathogènes, dits commensaux – qui vivent dans un environnement spécifique », Inserm.



qualités physico-chimiques des sols par des non spécialistes, accompagnés par des biologistes et physiciens, permettra d'accroître les connaissances sur diverses catégories de sols urbains. Les méthodes et outils proposés ambitionnent le suivi dans le temps et la comparaison avec les sols agricoles périurbains ou issus de zones naturelles connues. L'équipe avance ainsi dans la réponse à des problématiques fondamentales telles que la compréhension des relations entre les organismes vivants et la qualités des sols (leurs caractéristiques abiotiques), l'identification des principaux facteurs de biodiversité des sols (environnementaux / contextuels / anthropiques), la capacité de résilience de ces milieux, leur cinétique, les facteurs positifs et négatifs qui l'influencent. Au cours des mois écoulés, la première partie chronologique du programme concernant la macrofaune des sols a touché un public d'étudiants encadrés. Près de 150 étudiants en TD et stages divers ont effectués 431 prélèvements en 2021 et 127 en 2022, dans des espaces aussi variés que les jardins partagés, les friches urbaines, les campus universitaires et les bordures de trottoirs déminéralisés, le tout dans une démarche de crowdsourcing. La contribution d'autres publics reste malheureusement modeste et l'équipe encourage les citadins à participer, notamment par le biais de collectifs et associations. Les écoliers, collégiens et lycéens, sont également ciblés grâce à une collaboration avec le Jardin des sciences de l'université de Strasbourg et la Maison pour la science en Alsace.

Démocratiser la question des sols vivants et (re) connecter les citoyens à la nature ordinaire

Pour démontrer l'importance des sols dans le fonctionnement écosystémique, l'équipe de recherche programme une douzaine de conférences chaque année, des ciné-débats, des balades apprenantes, des ateliers et stands et, enfin, une très populaire fresque des sols vivants déclinée une dizaine de fois en 2022 et début 2023.

À l'heure où l'érosion de la biodiversité est une réelle préoccupation sociétale et environnementale, relocaliser cette question et permettre à chacun de se la réapproprier paraissent incontournables. En attirant l'attention et attisant l'intérêt du grand public et des élèves/étudiants sur la biodiversité des sols qui les entourent, s'y confronter concrètement constitue un moyen simple de reconnecter à la nature une société aujourd'hui essentiellement urbaine.

Les coordinateurs du projet soutiennent que la biodiversité porte une valeur en soi et que les dimensions éthique et philosophique de sa conservation doivent être considérées, d'où l'intérêt d'associer largement les habitants à sa (re)connaissance, à la prise de conscience de l'interdépendance existentielle entre la société humaine et les écosystèmes qu'elle partage, et donc aux implications de sa destruction. Enfin, s'intéresser aux sols vivants semble une manière de contribuer à modifier le régime de l'attention à l'environnement pour remédier à la crise écologique⁷.

Atelier « connaissance des sols » aux jardins familiaux Helenengarten, Strasbourg, 1er avril 2023 : profil de sol © Simon Marrou

^{7.} Voir sur cette question l'éclairante introduction du livre de Baptiste Morizot : Morizot B. 2022, *Manières d'être vivant. Enquêtes sur la vie à travers nous*, Actes Sud, pp.13-36.

Établissement de rattachement	Code Unité	Nom du laboratoire et/ou de l'équipe	Pour les unités rattachées au CNRS		Personnes impliquées
			Institut principal	Délégation régionale	
INRAE	UMR1120	Laboratoire sols Environnement			AUCLERC Apolline
CNRS & Unistra	UPR2357	Institut de biologie moléculaire des plantes & Maison pour la Science en Alsace		DR10	BERNIER François
CNRS & Unistra	UMR7178	Institut pluridisciplinaire Hubert Curien	INEE	DR10	BLEU Josefa
CNRS	UMR7362	Laboratoire Image Ville, Envi- ronnement	INEE	DR10	COMBROUX Isabelle
Entrepreneur					FRANK-NEUMANN Florian
CNRS et Unistra	UMR7242	Biotechnologie et Signalisation Cellulaire	INSB	DR10	FECHTER Pierre
CNRS et Unistra	UMR7063	Institut Terre et environnement de Strasbourg	INSU	DR10	IMFELD Gwénaël
CNRS et Unistra	UMR7069	Lincs (Laboratoire interdiscipli- naire des études culturelles)	INSHS	DR10	PHILIPPOT Véronique

Les chercheurs participants au projet SOS SOLUV

Contribuer à une définition de politiques d'aménagement du territoire à différentes échelles

Les données collectées permettront de proposer aux scientifiques, aux gestionnaires et au public des connaissances et outils (base de données / cartographie / atlas territoriaux...) aidant aux décisions et arbitrages en matière d'utilisation de foncier, d'amélioration de la qualité des sols ou d'identification de zones de compensation écologique⁸. Prendre en compte la qualité physico-chimique et la biodiversité des sols peut participer à définir leurs usages à l'échelle d'un quartier (urbanisme opérationnel) comme, plus largement, à l'échelle d'une aire urbaine (urbanisme de planification). D'une manière plus globale, le projet peut participer à affirmer la trame brune, parent pauvre du maillage de biodiversité travaillé

dans le cadre des trames vertes et bleues. Cette interrogation aménagiste peut utilement prendre appui sur les connaissances partagées, affirmant le passage des sciences participatives aux sciences citoyennes.

Sandrine Glatron, Véronique Philippot et Florian Franck-Neumann

contact&info

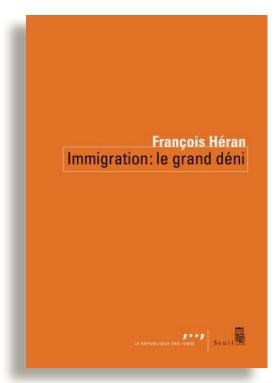
▶ Sandrine Glatron,
Lincs
sandrine.glatron@misha.fr

^{8.} La récente politique Zéro artificialisation nette (ZAN) propose un cadre qui devrait permettre un dialogue entre les usagers des sols urbains. Elle témoigne en outre d'une prise de conscience des enjeux associés aux sols.

SCIENCES PARTAGÉES

Comment et pourquoi la recherche sur l'immigration se doit d'intervenir dans le débat public

Est-il permis, quand on occupe des responsabilités dans le monde de la recherche en sciences sociales, de commettre un « livre d'intervention » sur un sujet sensible ? Les exemples sont légion, serait-on tenté de répondre. Professeur au Collège de France pour la chaire « Migrations et sociétés », président de l'Institut Convergences Migrations coordonné par le CNRS, François Héran vient de publier un essai au Seuil, en coédition avec La République des idées, intitulé Immigration, le grand déni. Il y traite d'une actualité brûlante : les tenants et aboutissants du projet de loi sur l'immigration présenté à la presse le 2 novembre 2022 par le ministre de l'Intérieur et le ministre du Travail. Pour l'InSHS, il revient sur cette expérience.



Quelle légitimité ont les chercheurs à aborder des sujets aussi délicats que celui de votre ouvrage ?

Traiter de questions politiquement sensibles peut se faire à certaines conditions. Il ne s'agit pas de prendre position sur la base d'une orientation politique préétablie. Avec l'essai Immigration, le grand déni, je tente d'analyser les données disponibles pour prendre la mesure du phénomène migratoire et la confronter aux discours qui ont émaillé le débat public en France, en particulier lors des campagnes électorales de l'année 2022. Il ne suffit pas non plus de coller aux données immédiates de l'actualité pour commenter un projet de loi. Dans un des chapitres de l'ouvrage, je reprends la chronique du second semestre de l'année 2022 pour essayer de comprendre comment et pourquoi, dès la rentrée, la question migratoire est revenue en tête de l'agenda politique, alors qu'elle avait cédé la place dans les préoccupations des Français à des problèmes tels que le dérèglement climatique (durement ressenti au mois d'août), l'enlisement de la guerre en Ukraine, la hausse des prix, le retour de l'inflation, les conditions de travail. D'où l'idée d'entamer l'ouvrage par une remise en perspective de l'immigration et de la demande d'asile en France depuis vingt ans, dans le cadre d'une comparaison européenne. L'objectif était de connecter l'histoire immédiate avec les tendances longues,

replacer le paysage national dans l'espace européen. C'est un de mes leitmotiv depuis quinze ans : pratiquer la comparaison dans le temps et dans l'espace pour mieux objectiver nos débats¹.

Comment comprenez-vous ce clivage entre monde politique et monde de la recherche ? Quel rôle les chercheurs peuvent-ils jouer dans le débat public ?

À l'époque où j'occupais des fonctions administratives dans la statistique publique puis dans la recherche publique, je défendais une position que je croyais simple : les démographes ou les statisticiens des institutions nationales devaient nourrir le débat citoyen sans essayer de le trancher ; il leur incombait d'alimenter les décideurs et le public en données factuelles, à charge pour ces derniers d'en tirer les conséquences politiques. Mais que signifie aujourd'hui cette division du travail entre chercheurs et décideurs, scientifiques et citoyens, quand on voit comment s'affrontent deux mouvements de sens contraire, les fake news et le factchecking? Que faire quand les données statistiques de base sont ignorées du débat public ou, pire encore, invoquées à tort et à travers? Pour prendre un exemple simple, comment ne pas réagir quand un responsable politique tient pour acquis que la France serait la « championne d'Europe pour la demande d'asile » et réclame des mesures drastiques pour la réduire ? Il suffit de passer des chiffres absolus aux chiffres relatifs (combien de demandeurs d'asile à population égale, pour 10 000 habitants par exemple) pour découvrir que la France est loin d'occuper le premier rang dans le paysage européen. Dira-t-on qu'en intervenant ainsi pour rétablir les faits, le chercheur sacrifie la neutralité de la science sur l'autel du militantisme ou de l'idéologie ?

Le démographe des migrations (mais c'est vrai aussi du sociologue ou de l'économiste) ne joue pas sur une scène vierge. Qu'il le veuille ou non, il est plongé au cœur d'une arène où ferraillent les politiques, les journalistes, les essayistes, les bloqueurs, les influenceurs, sans oublier les chercheurs concurrents... L'analyse de cette scène fait partie intégrante de son travail de recherche. Loin d'opposer la distanciation à l'engagement, il faut rappeler que c'est la distanciation, en objectivant les situations, qui fonde la solidité de l'engagement. On ne peut disjoindre dans la question migratoire l'objet de science, d'un côté, la pratique politique, de l'autre. Les deux sphères entrent en collision pour une raison simple : dans ce domaine tout spécialement, les politiques et les médias ne cessent de brandir des arguments chiffrés pour justifier leurs prises de position. Le débat public sur l'immigration est saturé d'arguments démographiques. La hantise du « grand remplacement » se nourrit elle-même de projections démographiques ; c'est sur cette base qu'elle passe

^{1.} Héran F. 2007, Le Temps des immigrés. Essai sur le destin de la population française, Seuil / La République des idées.

ensuite à des arguments qualitatifs comme le « changement de civilisation » ou le complot des « élites mondialisées ». Autant de questions que j'aborde de front.

À quels constats parvenez-vous dans votre ouvrage sur la guestion de l'immigration ?

Je braque le projecteur dans mon livre sur une découverte que l'on doit à la nouvelle édition de l'enquête Trajectoires et Origines réalisée en 2019-2020 par l'Insee et l'Ined, rendue publique en juillet 2022 : 31 % des adultes vivant en France ont un lien avec l'immigration sur une, deux ou trois générations, mais 5 % seulement ont quatre grands-parents immigrés. Nulle contradiction entre ces deux taux mais la preuve flagrante que, dans l'intervalle, les unions mixtes ont brassé les populations. Il faut donc repenser les contours de l'identité « majoritaire » : elle inclura de plus en plus les populations naguère « minoritaires », qui se trouveront ainsi « majorisées ». Le processus n'a rien de linéaire, il sera jalonné de batailles culturelles et politiques, comme on l'a vu dans les débats électoraux de 2022, mais le chercheur est dans son rôle quand il montre, données objectives à l'appui, la tendance de fond : les populations ne s'éloignent pas au fil des générations, elles se rapprochent.

La bonne mesure des choses n'est pas seulement statistique, elle est aussi juridique. On a vu ainsi, au cours de l'année 2022, des candidats à l'investiture d'un parti pour l'élection présidentielle préconiser de sortir la France de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), en conditionnant son retour à la réécriture de l'article 8. À les en croire, cet article porte atteinte à la souveraineté de la France en la contraignant à accepter le regroupement familial. Il n'en est rien. L'article 8 de la CEDH, s'il consacre bien le droit de chacun à mener une vie de famille

normale, énumère aussi des motifs de dérogation qui laissent aux États une importante marge d'appréciation. La jurisprudence de la Cour de Strasbourg est complexe, soulignent les juristes spécialisés. D'où l'intérêt d'un fact checking juridique comme celui qu'illustrent les « Surligneurs » ou « Désinfox-Migrations », deux associations soutenues par l'Institut Convergences Migrations.

Dans un État de droit, la recherche en sciences humaines et sociales est libre parce qu'elle joue un rôle majeur dans une démocratie qui doit être à la fois représentative, participative et délibérative : la démocratie ne se réduit pas à une politique d'opinion. Elle ne réagit pas à chaud aux sondages du moment, elle prend le temps de recueillir les données nécessaires, de peser le pour et le contre, comme l'a rappelé Bernard Manin dans son article classique de 1985². Cette délibération informée est d'autant plus nécessaire en démocratie que le domaine est clivant. L'intervention du chercheur, pour peu qu'elle soit à la fois informée et critique, se justifie pleinement dans ce cadre.

En savoir plus :

Héran F. 2023, *Immigration : le grand déni*, Seuil/La République des idées.

contact&info

► François Héran, Collège de France francois.heran@college-defrance.fr

^{2.} Manin B. 1985, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, 33. Voir aussi Blondiaux L., Manin B. (dir.) 2021, *Le tournant délibératif de la démocratie*, Presses de Sciences Po.

VALORISATION

La valorisation au CNRS au prisme de la sociologie des sciences



Le docteur Comandon et son assistant M. Pierre de Fonbrune, derrière le microcinématographe © Fonds historique / CNRS Images

La valorisation est une mission officielle du CNRS depuis 1982¹. Si les pratiques de recherche à l'interface du monde socioéconomique ne sont pas nouvelles², celles-ci sont facilitées et encadrées par des dispositifs qui se multiplient depuis les années 1990. Des organes dédiés ont également vu le jour au CNRS: la filiale FIST SA³ en 1992, les services partenariat et valorisation au sein des délégations régionales en 1996, la Délégation aux Entreprises (DAE)⁴ en 1998, ou encore la direction générale déléguée à l'innovation en 2018. Afin de naviguer dans cet écosystème complexe, les responsables des services de valorisation des Instituts du CNRS exprimèrent le souhait, en 2017, d'avoir un retour réflexif sur leurs activités, sous la forme d'une thèse de doctorat. Maria Teresa Pontois (InSHS) et Katia Cargnelli-Barral (Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes — INSIS) prirent la responsabilité de porter le projet auprès de Michel Mortier, alors délégué général à la valorisation,

puis auprès d'Alain Schuhl, directeur général délégué à la science. Ce dernier proposa de solliciter un financement dans le cadre des projets de recherche interdisciplinaire multi-équipes coordonnés par la Mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI) à l'occasion des 80 ans du CNRS. Les conditions de réalisation furent ensuite discutées avec David Pontille, directeur de recherche CNRS au Centre de Sociologie de l'Innovation (CSI) au sein de l'Institut interdisciplinaire de l'innovation⁵, qui avait pris la responsabilité de diriger la thèse à venir. C'est ainsi que Victoria Brun fut recrutée pour débuter ce travail en octobre 2019, bénéficiant d'une expertise en sociologie des sciences et en méthodes mixtes acquise au cours de son Master. Cet article présente plusieurs défis méthodologiques de l'enquête qu'elle a conduite.

^{1.} Article 2, loi n° 82-993 du 24 novembre 1982.

^{2.} Pestre D. 1997, « La production des savoirs entre académies et marché - Une relecture historique du livre : "The New Production of Knowledge", édité par M. Gibbons », Revue d'économie industrielle, 79, 1 : 163 174.

^{3.} Aujourd'hui CNRS Innovation.

^{4.} Ancêtre de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE).

^{5.} Institut interdisciplinaire de l'innovation (i3, UMR9217, CNRS / Mines Paris / Télecom Paris / École polytechnique).



Service Partenariat et Valorisation de la Délégation Île-de-France Gif-sur-Yvette du CNRS © Victoria Brun

Enieux définitionnels

En souhaitant privilégier une approche inductive, une première phase empirique auprès des services de transfert et de partenariat du CNRS visa à dessiner les contours de ce que les différents agentes de la valorisation au CNRS nommaient « valorisation ».

La première observation concerna les frontières fines de la valorisation avec la vulgarisation et la diffusion, qui consistent à transmettre des connaissances déjà établies, ainsi qu'avec l'expertise, qui consiste à formuler des recommandations sur la base de compétences sur un sujet donné. Alors que le langage courant inclurait probablement dans la valorisation de la recherche la publication dans une revue scientifique ou une interview à la radio, les services de valorisation du CNRS ne s'occupent pas des activités des personnels de recherche destinées à d'autres publics que les pairs. Ils prennent en charge seulement celles qui répondent à un double critère : engager des connaissances nouvelles et susciter de nouvelles valeurs (économiques, sociales, environnementales...).

La deuxième observation fut que la valorisation ne se confond pas avec la recherche appliquée. En effet, la démarche à l'origine de la recherche valorisée ne présage pas son caractère valorisable : il est tout à fait possible d'élaborer des applications à partir d'une recherche qui avait été pensée comme fondamentale, même si cela est plus long et coûteux. De la même manière, la valorisation ne se superpose pas avec la recherche-action : les personnels de recherche peuvent ne pas s'impliquer dans l'implémentation des développements issus de leurs découvertes.

La troisième observation fut que les définitions de la valorisation sont multiples et ne sont pas figées. Elles s'actualisent dans l'action et font l'objet de discussion entre les chargées de valorisation, les porteurs et porteuses de projet et les responsables stratégiques

de ces services, au travers notamment de deux chantiers importants au moment de l'enquête : le logiciel libre, ainsi que la création d'entreprise sous statut SCOP6.

Enquêter sur le CNRS

Le CNRS est le plus grand organisme public de recherche en Europe. Il a pour particularité de rassembler l'ensemble des disciplines scientifiques. Des traitements quantitatifs permirent de construire des visions d'ensemble sur la répartition des personnels du CNRS, le volume des activités de valorisation, ou encore le profil des lauréates de la médaille de l'innovation. Des espaces à investiguer plus en profondeur furent ensuite choisis pour constituer des études de cas. Par rapport à des méthodes dites représentatives en sciences sociales, le but de l'étude de cas est de documenter, à partir d'un corpus dense de données, des manières singulières dont les phénomènes étudiés s'inscrivent dans des ressorts d'ordre général.

Avant même le recrutement de Victoria Brun. les responsables des services valorisation des

Instituts avaient identifié les sciences de l'ingénierie et des systèmes (SIS) et les sciences humaines et sociales (SHS) comme des cas pertinents, du fait que leurs pratiques de valorisations soient très différentes et donc qu'elles permettent d'en tracer un large panorama. En effet, les SIS nourrissent une longue histoire de riches relations à la recherche appliquée et de partenariat industriel⁷. Les SHS pour leur part constituent un rassemblement de disciplines variées, peut-être moins facilement transférables à des partenaires économiques.

À l'intérieur de ces deux familles de disciplines, cinq projets de valorisation furent sélectionnés en collaboration avec Maria Teresa Pontois et Katia Cargnelli Barral, de manière à ce qu'il soient contrastés en termes de localisation géographique, de disciplines, de sujets, de statuts des porteurs et porteuses, de dispositifs de valorisation.

Enquêter sur la recherche publique contexte de crise sanitaire

L'objectif originel de l'enquête était de procéder à une ethnographie multisituée consistant en des immersions dans le travail des acteurs et actrices sur l'ensemble de la chaîne de la valorisation. La crise sanitaire compromit évidemment la poursuite de cette méthodologie, et reconfigura l'enquête.

Sur le volet institutionnel, des entretiens par visioconférence furent conduits avec des acteurs et actrices sélectionnées selon trois méthodes : la recension exhaustive des chargées de valorisation en institut, la sélection de certaines personnes clefs dans d'autres services, et un échantillonnage par boule de neige, y compris hors de l'institution auprès de personnes avec lesquelles les agents du CNRS travaillaient (à l'Agence Nationale de la Recherche

^{6.} SCOP: Société coopérative et participative.

^{7.} Grossetti M. 2016, « Dynamique des disciplines : l'exemple des sciences de l'ingénieur en France », dans Benninghoff M., Crespy C., Charlier J.-É., Leresche J.-P. (dir.), Le gouvernement des disciplines académiques: Acteurs, dynamiques, instruments, échelles, Archives contemporaines, pp. 33 44.

ou dans les Sociétés d'Accélération du Transfert Technologique par exemple). Ce corpus d'une cinquantaine d'entretiens fut complété par des observations directes de formations, comités de financement, réunions, salons et événements accompagnés de leurs productions (présentations, diaporama, brochures, articles). Parallèlement, furent analysés des textes de loi et rapports parlementaires encadrant la valorisation, ainsi que les rapports d'activité et contrats d'objectifs et de performance du CNRS.

Sur le volet des personnels de recherche, les cinq projets de valorisation sélectionnés furent investigués grâce à une série d'entretiens avec leurs membres, des observations (de manipulations, de réunions, d'événements publics...), et l'analyse de documents issus de leurs productions (rapports, livrables, thèses, dossiers de candidatures...). Un important travail consista à reconstituer la trajectoire des projets de valorisation à partir des multiples points de vue de leurs membres, en incluant des épisodes peu relatés dans les présentations publiques : leurs échecs, retours en arrière, hésitations, choix de circonstance.

Malgré les contraintes du contexte sanitaire, Victoria Brun a bénéficié d'un accès exceptionnel au terrain grâce au montage du contrat de thèse lui conférant le statut d'employée au CNRS, ainsi qu'au temps que les interviewées ont accepté de lui consacrer. Cette entrée empirique inédite a permis de documenter que les trajectoires de valorisation sont le résultat d'un travail distribué entre chargées de valorisation, chercheurs et chercheuses, doctorantes, ingénieures, techniciennes, partenaires socio-économiques, dont les paramètres changent selon la configuration dans laquelle ces collaborations prennent place.

Apports d'une recherche en cours

À terme, cette recherche permettra d'apporter des connaissances sur un certain nombre d'enieux :

- Les activités de valorisation rencontrent-elles et reconfigurentelles les activités académiques plus classiques?
- ▶ Comment naît une innovation au CNRS? Par quels efforts, dispositifs, acteurs et actrices, se transforme-t-elle?
- ▶ Quels rapports entre science et société ces pratiques nourrissent-elles?

contact&info

► Victoria Brun,

CSI - i3
victoria.brun@minesparis.psl.eu



Voiture équipée pour un dispositif expérimental © Victoria Brun

VIE DES LABOS

Cinquante ans d'articulation entre environnement et développement au CIRED



Porte chinoise à l'entrée du Jardin d'agronomie tropicale de la Ville de Paris, où se situe le CIRED © Arancha SANCHEZ / CIRED

Le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED, UMR8568, CNRS / École des Ponts ParisTech / Cirad / AgroParisTech) fête cette année ses cinquante ans. Pour célébrer cet anniversaire, le laboratoire a publié un recueil des textes fondateurs de l'unité¹, réuni deux cents de ses membres anciens et actuels sur une demi-journée et organisé un symposium international de deux jours au centre de colloques du campus Condorcet, autour de l'articulation entre environnement et développement².

La tension entre environnement et développement est en effet à la racine du laboratoire. Le CIRED a été fondé en 1973 à l'École Pratique des Hautes Études par le Dr. Ignacy Sachs. Véritable citoyen du monde, Ignacy Sachs est né en Pologne, a vécu au

Brésil, en Inde, en Pologne avant d'être contraint de quitter son pays et de s'installer en France. Ayant travaillé avec Kalecki, Lange ou Amartya Sen, Ignacy Sachs est avant tout un économiste du développement, qui s'efforce de trouver les moyens de sortir les sociétés de la pauvreté et de réduire les inégalités dont il a été le témoin direct. De son propre aveu, il découvre tardivement l'importance des questions environnementales, à l'occasion d'un colloque à Tokyo en 1970. Pourtant, il en saisit très vite l'importance et la façon dont elles sont profondément liées aux questions de développement, notamment par la nécessaire comptabilisation des flux de matières et d'énergie en plus des flux économiques. Cela l'amène à contribuer aux débats intellectuels qui précèdent la première conférence des Nations unies sur l'environnement en 1972.

^{1.} Pottier A. (dir.) 2023, Concilier économie et écologie : les textes fondateurs du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, Presses des Ponts et Chaussées.

^{2.} Le portail [CIRED+50] Un voyage à travers 50 ans d'histoire détaille l'ensemble des manifestations organisées pour les cinquante ans de l'unité.

Concilier économie et écologie Les textes fondateurs du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement Sous la direction d'Antonin Pottier Préface de Franck Lecocq



À gauche : Concilier économie et écologie : les textes fondateurs du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (ouvrage de 354 pages, 45 €, Éditions Presses des Ponts, ISBN : 978-2-85978-553-6) À droite : Affiche du colloque © Arancha SANCHEZ / CIRED

Sachs en revient très mal à l'aise avec les positions défendues, d'une part, par ceux qui rejettent les questions environnementales au prétexte qu'elles ne seraient qu'une ruse des pays du nord pour empêcher ceux du sud de se développer eux aussi et, d'autre part, par ceux qui préconisent un arrêt rapide de la croissance économique au nom de la lutte contre la pollution et du risque d'épuisement des ressources. Sachs recherche une voie médiane qui préserverait la croissance économique — nécessaire tant que les inégalités persistent — mais la réorienterait vers la réduction des inégalités, vers une utilisation plus efficace des ressources et vers moins de pollution. C'est pour avancer dans ce programme de recherche qu'il crée le CIRED.

Cinquante ans plus tard, l'articulation de l'environnement et du développement reste une question cruciale. Si le monde en développement d'antan a considérablement changé au cours du dernier demi-siècle, de grandes inégalités persistent entre les pays et à l'intérieur de chacun d'entre eux. Plus généralement, les aspirations multiformes à une vie meilleure — telles qu'illustrées par les objectifs de développement durable — ne sont manifestement pas satisfaites malgré d'importants progrès matériels. Ce constat est valable dans les pays du sud, mais aussi dans les pays du nord.

Dans le même temps, les problèmes environnementaux sont beaucoup plus aigus qu'il y a cinquante ans, comme le soulignent régulièrement les rapports du GIEC, de l'IPBES, de l'IUCN³ ou de nombreux autres organismes. Pour ne citer qu'un seul chiffre, près des deux tiers des émissions totales de CO₂ depuis l'ère préindustrielle ont été émises depuis 1973. Les limites font l'objet d'une attention renouvelée, mais d'une manière beaucoup plus

concrète et plus étendue que dans les années 1970, puisqu'il s'agit non plus seulement des limites sur les ressources, mais aussi sur la capacité de charge des principaux systèmes géochimiques ou biologiques de la planète. Tout ceci alimente un sentiment d'urgence, alors que nous approchons, ou sommes déjà entrés, dans une vaste zone de danger.

Le CIRED a donc été fondé il y a cinquante ans sur l'idée qu'il existe des conditions permettant d'articuler les questions environnementales et le développement — dans le sens d'une progression vers l'accomplissement des conceptions des sociétés d'une vie meilleure. Le symposium visait à poser les questions suivantes : ce postulat est-il encore valide cinquante ans plus tard? Et si oui, comment identifier et rendre opérationnels ces espaces aujourd'hui?

Le parti pris était d'aborder ces questions de front dans les conférences plénières de Narasimha Rao (Yale) et de Julie Rozenberg (Banque Mondiale), puis autour de cas d'étude dans différents secteurs (agriculture, énergie, transport) et à différentes échelles (locales, nationales, globales) dans les sessions thématiques. Le prix à payer pour cette diversité est qu'il est plus délicat d'en tirer des conclusions d'ensemble. Néanmoins, trois idées fortes semblent ressortir des débats.

En premier lieu, l'articulation environnement - développement reste possible. Si l'impératif de transition (écologique ou bas carbone) tend à dominer l'agenda au «Nord», il nous a été rappelé que l'amélioration de la qualité de la vie reste une nécessité, parfois absolue, dans de très nombreuses régions du monde, et pas uniquement au «Sud». Les deux conférenciers

^{3.} GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ; IPBES : Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques ; IUCN : Union internationale pour la conservation de la nature.

pléniers ont souligné la possibilité d'apporter des conditions de vie décentes pour tous, à l'échelle individuelle comme à l'échelle collective, notamment via les infrastructures, tout en limitant le réchauffement planétaire global. Hors bonne surprise technologique, un tel horizon requiert des modes de vie structurellement plus sobres, particulièrement pour les ménages aujourd'hui les plus consommateurs, pas seulement dans les quantités consommées mais plus largement dans les styles de vie, et notamment dans l'usage du temps, pointé à plusieurs reprises comme un angle mort de la recherche.

La question du « comment faire » a occupé une place centrale dans les débats — et c'est le second point —, dans un contexte géopolitique, économique et social particulièrement difficile à toutes les échelles. Si aborder chaque enjeu de transition avec une vision systémique est nécessaire pour en mieux saisir les conséquences et enrichir la palette des solutions disponibles, une telle montée en complexité n'est pas synonyme d'action. Il existe une tension entre, d'un côté, la nécessité de s'adapter aux circonstances particulières qui rendent l'action possible dans chaque contexte local, et de l'autre la possibilité de construire des dispositifs généraux pouvant être déployés rapidement à large échelle. Pour la résoudre, une vision renouvelée de la montée en échelle est nécessaire. Rendre explicites les implications distributives des transitions proposées et en démontrer le caractère équitable apparaît comme un préreguis à tous les niveaux. Au-delà des questions de compensation, l'enjeu est de construire une vision du chemin futur (des «étoiles dans le ciel » comme l'a joliment exprimé un intervenant) sur lequel tous puissent se projeter et se reconnaître.

Si le symposium marquait un anniversaire, il s'agissait aussi d'ouvrir des pistes vers le futur. L'agenda de recherche a ainsi été largement discuté dans les différentes sessions. De manière paradoxale dans un monde en apparence saturé d'observations, le besoin en données a été unanimement mis en avant par les intervenants, pour éclairer les zones d'ombre mentionnées audessus (styles de vie, usage du temps, etc.). Si l'appel à mieux intégrer sciences humaines et sociales, sciences économiques et sciences dures est moins surprenant, construire et répondre à des agendas de recherche aussi intégrés que ceux dont il a été question au cours de ces deux jours n'en constitue pas moins un défi de taille pour la recherche interdisciplinaire. Il a enfin été souligné que prendre en compte le vivant et son devenir dans l'élaboration des politiques de transitions requiert d'aller bien audelà de la catégorie des ressources, avec des problèmes éthiques, conceptuels et pratiques considérables à résoudre.

La dimension politique de l'articulation entre environnement et développement a enfin été largement abordée. On constate en effet que le sentiment d'urgence écologique et l'absence de mesures suffisamment rapides de la part des gouvernements incitent de nombreux scientifiques à devenir des activistes. La session consacrée au rôle de la science, sa position dans la société et la manière dont elle peut ou ne peut pas agir a révélé des divergences de vues très fortes sur ce sujet et a montré l'importance d'une réflexion plus approfondie sur le sujet.

Franck Lecocq, chercheur senior à AgroParisTech, directeur du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement

► En savoir plus sur les 50 ans du CIRED

contact&info

▶ Lecocq Franck,
CIRED
lecocq@centre-cired.fr
▶ Pour en savoir plus
https://www.centre-cired.fr

À L'HORIZON

Fairville : comment démocratiser les processus de décision ? Les défis d'une approche collaborative

Professeure de sociologie à l'université Paris 8 Vincennes Saint Denis, Agnès Deboulet est membre du Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (LAVUE, UMR7218, CNRS / Ministère de la Culture / Université Paris Nanterre / Université Paris 8 Vincennes Saint Denis). Ses thèmes de recherche sont la sociologie urbaine, la sociologie des migrations, l'internationalisation, la rénovation urbaine au nord et au sud, la pauvreté et les vulnérabilités. Elle coordonne le projet européen Fairville - Faire face aux inégalités et aux défis démocratiques par la coproduction dans les villes, financé par le programme Horizon Europe, Ce projet vise à questionner le rapport entre démocratie et inégalités à partir d'une perspective qui associe les chercheurs et universitaires avec des associations de résidents et d'usagers de quartiers populaires et des tiers acteurs (ou facilitateurs).



Pourquoi avoir postulé à un appel à projet Horizon Europe ? En quoi intégrer un dispositif européen peut-il être un moteur — ou un frein — au développement de votre projet ? Comment vous coordonnez-vous avec les différents acteurs ?

Le travail en réseau entre recherche, universités et associations de la société civile sur les questions urbaines constitue un lien fédérateur entre la plupart des quinze partenaires du projet. Ceux-ci sont convaincues que la recherche doit contribuer à démocratiser les politiques publiques et à travailler avec les populations concernées par les injustices environnementales et les inégalités urbaines. La participation à plusieurs réseaux internationaux a constitué autant de jalons d'une volonté de se rassembler pour pouvoir travailler à la démocratisation des processus de décision.

Le dispositif européen est un frein pour les très petites structures citoyennes qui ont du mal à mobiliser des moyens humains pour répondre à un tel projet; le fait que l'anglais soit la langue de travail accroît la difficulté. Des associations d'une taille un peu supérieure peuvent toutefois devenir partenaires dans ce type de projet au même titre que les universités ou les laboratoires et, à ce titre, elles sont ainsi reconnues pour leur participation. Le test en « grandeur réelle » de nos orientations de recherche citoyenne constitue, enfin, une réelle satisfaction et justifie cet investissement préalable en temps. La coordination est reconnue : elle passe par le recrutement d'une ingénieure de projets européens (*Project Manager*) qui travaille en lien étroit avec la coordination scientifique, le bureau exécutif et l'« advisory board », constitué de représentants des organisations citoyennes et des unités de recherche.





À gauche : Réunion de travail associations-universités : explorer les questions démocratiques dans les quartiers populaires Décembre 2023 © Audrey Debargue À droite : Atelier de planification participative dans la banlieue de Dakar, Sénégal © Urbasen



Lancement du programme Fairville, Université de Nanterre janvier 2023 © Audrey Debargue

Pouvez-vous nous présenter le projet Fairville : comment est-il né et quels en sont les objectifs ? En quoi ce projet peut-il nourrir le débat public ?

La première tentative de répondre à un appel coordonné est née d'une réponse à un projet ANR-MRSEI¹, destiné à aider au montage de projets européens, dans le cadre de l'appel Horizon 2020. Afin de ne pas laisser retomber la dynamique engagée, nous avons postulé au programme Horizon Europe The impact of inequalities on democracy (Reshaping democracies, HORIZON-CL2-2022-DEMOCRACY-01) »². Notre projet postule que la crise de la démocratie en Europe et à l'international doit être analysée notamment à l'aune des inégalités croissantes, en particulier, à l'échelle urbaine et environnementale. L'hypothèse centrale qui guide cette recherche est celle d'une crise de confiance à plusieurs échelles entre les citoyens et les décideurs. Alors que la participation est souvent vue comme de la manipulation, notre équipe partage la conviction que chercheurs et universitaires peuvent travailler de concert avec des associations de résidents et d'usagers de quartiers populaires et des tiers acteurs (ou facilitateurs) afin de dépasser les blocages fréquents dans les projets dits participatifs ainsi que dans les politiques publiques urbaines. En effet, la coproduction fondée sur un engagement de longue durée entre ces parties — reposant sur une demande explicite des associations et de représentants de la société civile — permet de mener des actions de projet urbain et environnemental propices à la prise en compte des injustices perçues; celles-ci portent justement sur le déficit participatif et, loin de nier le conflit souvent suscité par les projets urbains, les accompagnent. Il en va ainsi d'une conviction renouvelée du rapport entre sciences et sociétés et décision publique : la recherche doit pouvoir assumer ce rôle coopératif et d'accompagnement tout en étant capable de mener de bout en bout une action évaluative et réflexive avec l'ensemble des parties prenantes. C'est réellement un changement de paradigme pour la recherche qui s'engage avec ce projet. Fairville va contribuer au débat public à la fois sur la démocratisation des politiques urbaines (ouvrir la boîte noire) et sur la prise en compte avec les citoyens — des inégalités territoriales, urbaines et environnementales dans la définition des politiques publiques. C'est d'ailleurs l'objet d'un «work package» spécifique qui associe notamment un réseau international de 2 500 collectivités locales : le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI).

Quels conseils donneriez-vous aux chercheurs et aux chercheuses qui souhaitent répondre à un appel à projets du dispositif Horizon Europe?

Ce projet a été soutenu par les Points de contact nationaux. Outre ce soutien, il est souhaitable de bénéficier de l'aide d'une ANR MRSEI qui permet d'engager les frais relatifs à la soumission d'un tel projet. Nous avons également eu la chance soutenus par la Direction Europe et International (DEI) du CNRS. En un mot, même si la réponse à l'appel à projets est lourde, le soutien de professionnels compétents et très engagés est aussi un encouragement réel. Le préalable à la mise en place d'un tel projet repose sur l'existence de partenariats préexistants solides au niveau européen (et, dans notre cas, situés dans deux pays africains). Une fois que le travail en réseau a été amorcé, que la continuité du travail et des collaborations transcende les clivages

entre sciences et sociétés par des partenariats durables avec le monde associatif, faire de la recherche permet d'inclure ces compagnons de voyage intellectuel dans un projet commun, visant clairement à améliorer et à transformer le rapport au réel. Savoir également être bien accompagné, par un consortium d'institutions et de personnes très motivées, est un atout supplémentaire et une occasion très rare de faire autant collectif. En résumé, les étapes d'un tel projet sont :

- ▶ la construction préalable de partenariats de recherche et d'engagement social à l'échelle internationale;
- les demandes de moyens pour le montage de projet;
- la présence d'une équipe de collègues engagés dans le processus de rédaction;
- ▶ une réflexion en amont pour la mise en œuvre du projet : ici la science est mise au service d'une transformation sociale visible et vécue

contact&info

Agnès Deboulet, LAVUE

deboulet@gmail.comPour en savoir plus

https://www.fairville-eu.org

^{1.} Le programme MRSEI (Montage de Réseaux Scientifiques Européens ou Internationaux) a été créé pour donner les moyens aux scientifiques travaillant dans des laboratoires français de déposer en tant que coordinatrice/coordinateur un projet de recherche à des appels collaboratifs européens (Horizon Europe) ou internationaux et de leur donner ainsi la possibilité de développer des projets interdisciplinaires ambitieux et de renforcer leur visibilité au niveau international.

^{2.} Il s'agit d'un HORIZON Research & Innovation Actions (HORIZON-RIA), intitulé HORIZON-CL2-2022-DEMOCRACY-01-03.

ZOOM SUR...

Alimentation, corps et santé



Giuseppe Arcimboldo, Vertumne (portrait de Rodolphe II), 1590, huile sur bois, 70,5 x 57,5 cm, Stockholm, Skoklosters Slott

Ce dossier spécial ouvre une fenêtre sur la richesse et l'importance des travaux des sciences humaines et sociales portant sur l'alimentation. Ces travaux sont à la fois anciens et renouvelés dans le contexte actuel, au vu des enjeux sanitaires, économiques et sociaux, mais aussi climatiques et plus largement environnementaux liés à la manière de produire et consommer les aliments. Les recherches en SHS montrent le rôle majeur de la nourriture dans la vie sociale : la façon dont elle est préparée, consommée et partagée est liée aux trajectoires individuelles, à la position sociale, à l'identité culturelle et aux convictions religieuses ou politiques. Volontiers pluri voire interdisciplinaires, ces recherches éclairent les comportements et pratiques individuelles. Elles analysent aussi les politiques publiques conduites en la matière, qu'elles participent à faire évoluer.

De ce point de vue, l'historienne Marilyn Nicoud nous montre que, bien avant le Programme national nutrition santé gouvernemental (2001), la nutrition était déjà considérée comme importante pour la prévention des maladies par la médecine antique et médiévale. Dès cette époque, des traités de médecine cherchent à « éduquer » leurs lecteurs à ce que serait pour eux une « bonne alimentation ».

Les injonctions en la matière se sont sensiblement renforcées dans le temps. Le sociologue Tristan Fournier explique que la réception de ces injonctions dépend à la fois du genre et de la position sociale des individus. Entre injonctions sociales et préférences individuelles, l'acte alimentaire atteste d'un « travail de soi sur soi » plus ou moins réussi et satisfaisant. Il relève en quelque sorte de l'« optimisation de soi ».

Les troubles alimentaires sont aussi l'objet de nombreux travaux. À la croisée de la sociologie et de l'anthropologie, Jean-Pierre Poulain présente ici le résultat de ses recherches en la matière. Il éclaire l'origine des troubles alimentaires, en mettant en évidence le rôle joué par les interactions sociales dans les processus d'intériorisation des normes et injonctions ; il explore dès lors la prise en charge familiale de ces troubles dans le cadre de stratégies d'éducation

alimentaire renouvelées. L'économie comportementale s'intéresse aussi de près aux enjeux d'alimentation publique et de santé publique. Les recherches sur l'obésité de Noémi Berlin montrent ici que, en intégrant à la fois les facteurs d'influence psychologiques et économiques, l'économie comportementale éclaire aussi les mécanismes de prise de décisions alimentaires. En termes de politiques publiques, la chercheuse identifie des leviers efficaces pour modifier les comportements alimentaires, comme les incitations financières, voire les nudges (Nutriscore par exemple).

Les recherches sur l'alimentation et la santé se déclinent aussi selon les âges de la vie. Séverine Gojard et Marie Plessz, en analysant plus particulièrement les liens entre alimentation et vieillissement, nous montrent par exemple combien le vieillissement affecte graduellement l'alimentation de l'individu en parallèle de l'évolution de ses goûts, de ses activités, de sa santé, mais aussi son environnement. Les deux sociologues prônent ainsi une approche dynamique du vieillissement.

L'alimentation n'échappe pas non plus à la mondialisation. Les pratiques alimentaires se diversifient sous l'effet du « métissage » progressif des cultures culinaires et l'amplification de ce que Gilles Fumey désigne comme des échanges « nutri-culturels ». Dans ce contexte, le géographe souligne aussi que l'acte de s'alimenter est loin d'être dépourvu d'affect : il nous rattache tous de manière très intime à un lieu déterminé, avec l'histoire et la culture qui lui sont attachées.

Pour autant, en dépit de l'importance des enjeux qui ont trait à l'alimentation, lesquels dépassent largement le corps et la santé, les produits alimentaires demeurent appréhendés dans le commerce international comme des marchandises « ordinaires ». Le droit à une alimentation saine et durable, que la juriste Elisabeth Lambert appelle de ses vœux, ne fait pas encore partie de notre droit positif.

Sandrine Maljean-Dubois, DAS InSHS

Les régimes de santé au Moyen Âge : une éducation alimentaire avant la lettre ?

Professeur d'histoire médiévale à l'université d'Avignon, Marilyn Nicoud dirige le laboratoire Histoire, Archéologie, Littérature des mondes chrétiens et musulmans médiévaux (CIHAM, UMR5648, CNRS / Université Lumière Lyon 2 / ENS de Lyon / Université Jean Moulin Lyon 3 / Avignon Université). Ses recherches portent sur l'histoire de la médecine et de la santé, dans une approche croisée; elles s'inscrivent à la fois dans une histoire des textes et des doctrines médicales, construites sur une approche philologique, codicologique et intellectuelle, et dans une histoire des pratiques sociales et culturelles, fondée sur des fonds archivistiques.



Oxford, Bodleian Library, ms Douce 2, fol. 113r, xw siècle. Arnaud de Villeneuve, Regimen sanitatis ad inclitem regem Aragonum @ Marilyn Nicoud

Alors que depuis 2001, le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports promeut l'éducation à l'alimentation dans le cadre du Programme national nutrition santé (PNNS) pour améliorer la santé de l'ensemble de la population, il n'est peut-être pas inutile de rappeler l'importance qu'a revêtu la nutrition pour la prévention des maladies dans la médecine antique et médiévale. Dans *De l'ancienne médecine*, un ouvrage de la collection hippocratique (ve siècle avant notre ère), l'origine de la discipline est même expliquée par la distinction entre l'alimentation des malades et celle des bien portants.

En raison de l'incertitude des procédés thérapeutiques alors en vigueur et, plus largement, de la faillibilité du savoir médical¹, les praticiens de l'Antiquité et du Moyen Âge ont fait du maintien du corps en bonne santé une priorité. Dans son *Canon*, une encyclopédie traduite en latin au xII^e siècle et devenue l'une des sources de l'enseignement universitaire occidental, le savant persan Avicenne (m. 1037) définit ainsi la médecine comme la connaissance des dispositions du corps humain afin de conserver la santé ou de la récupérer.

Selon les théories héritées de l'Antiquité grecque, la santé est caractérisée par un mélange équilibré de qualités premières de chaud, de froid, de sec et d'humide, dont les composantes fluides constituent les humeurs et définissent la complexion de chaque individu : sanguine, colérique, flegmatique ou mélancolique, en fonction du mélange. La maladie, quant à elle, résulte du déséquilibre excessif d'une ou plusieurs de ces qualités. Différente en fonction de l'âge et du sexe, susceptible de changer selon les conditions de vie, le climat ou encore les saisons, la complexion naturelle nécessite une étroite surveillance afin de conserver cet équilibre.

Dans le cadre d'une pensée holistique tenant compte de la nature spécifique de l'homme et de son environnement, un ensemble de facteurs qualifiés de « choses non naturelles » joue un rôle primordial dans le maintien du corps en bonne santé. Ils constituent la diététique qui, avec la pharmacopée et la chirurgie, composent la médecine pratique. Aux côtés de l'air, du sommeil et de la veille, de l'exercice et du repos, du fait de manger et d'évacuer ce qui est superflu, des émotions, mais aussi du bain, de

^{1.} Jacquart D. 2012, « De la faillibilité de l'art médical aux erreurs du praticiens au début du XIVe siècle : une imperceptible marge », in Gadebusch Biondo M., Paravicini Bagliani A. (eds), Errors and Mistakes: A Cultural History of Fallibility, Sismel, pp. 129-146.



Florence, Biblioteca Medicea Laurenziana, ms Plut. 20.53, fol. 1r, daté de 1490. Bernardo Torni, De quadragesimalibus cibis © Marilyn Nicoud

l'activité sexuelle ou encore de la saignée préventive, les aliments et les boissons occupent une place fondamentale². Ils servent à nourrir et à régénérer le corps. La digestion, entendue comme une succession de cuissons opérées dans l'estomac, le foie et les veines, permet de transformer les nourritures en sang et en matière corporelle³. Plus ce qui est absorbé est d'une complexion proche de celle du consommateur, plus l'assimilation sera facile et les résidus de la digestion peu nombreux à expulser. En revanche, les aliments de qualités contraires, difficilement digérés, peuvent se putréfier dans le corps et être cause de maladies. Bienfait indispensable à la santé, l'alimentation est donc susceptible de constituer un risque⁴. Nombre de fruits frais se voient ainsi déconseillés, car froids et humides, ils sont peu nourrissants. Aptes à altérer la complexion naturelle, ils agissent comme des médicaments. Leur consommation est plutôt proposée à des fins thérapeutiques pour resserrer, du fait de qualités astringentes, ou pour relâcher le ventre, à moins de les corriger par une préparation adaptée, comme le melon accompagné d'un vin pour le réchauffer.

Fondées sur un ensemble de textes antiques et issus du monde arabo-islamique, traduits en latin à partir des xiexII^e siècles⁵, ces connaissances enseignées à l'université ont donné naissance, à partir du xille siècle, à une littérature riche de plus d'une centaine d'œuvres, rédigées non seulement en latin (la langue savante), mais aussi en vernaculaires. Tandis qu'au sein d'un marché médical en expansion s'affirme, aux côtés d'une grande variété de soignants, une élite diplômée, les classes les plus riches de la société médiévale expriment un souci de santé et de bien-être qui se manifeste aussi bien par l'emploi régulier de praticiens que par un besoin de conseils. Ainsi, nombre de « régimes de santé », principalement destinés à un public étranger à la discipline savante, obéissent à un double impératif : d'un côté, une nécessité médicale, qui rend l'information des lecteurs en matière d'hygiène de vie indispensable pour espérer prévenir les maladies; de l'autre, une nécessaire réponse à cette demande sociale de soin⁶. Souvent adressés à des rois, à des évêques, à des membres de l'aristocratie ou écrits sur commande, ces livres fournissent des règles à suivre afin de vivre jusqu'au terme naturel, lorsque sont totalement consumées la chaleur et l'humidité naturelles indispensables à l'existence. Adaptés à la complexion naturelle du destinataire, à son âge ou encore à ses habitudes et à ses goûts, ils proposent une sorte de diététique personnalisée et une forme de « médicalisation » du quotidien.

Dans l'économie des régimes, la part dédiée aux nourritures devient prépondérante au cours des siècles, au point parfois de donner lieu à de véritables catalogues alimentaires. Au milieu du xiii siècle, Aldebrandin, un médecin d'origine siennoise installé en Champagne, compose la première encyclopédie médicale en langue vulgaire en consacrant une vaste partie de l'ouvrage aux différentes nourritures ; moins d'un siècle plus tard, en 1338, un praticien de Reggio d'Émilie, Barnaba Riatini, propose le premier dictionnaire alimentaire médiéval, rangé par ordre alphabétique ; en 1451, Michel Savonarole,

célèbre professeur de Padoue, adresse au marquis de Ferrare, Borso d'Este, son *Libretto de tutte le cosse che se magnano*, un livre sur tout ce qui se mange. Vers 1490, le florentin Bernardo Torni destine son traité sur l'alimentation de Carême au cardinal Giovanni de' Medici, futur pape Léon X, alors que le piémontais Pantaleone da Confienza, quelques décennies plus tôt, rédige un ouvrage sur les fromages européens; mêlant le savoir des autorités aux observations issues de ses voyages, il détaille les procédés de fabrication et fournit des recommandations médicales.

Parce qu'ils visent à faire des lecteurs des acteurs de leur propre santé, ces régimes ont très tôt eu le souci de divulguer un savoir ouvert aux habitudes des contemporains. Ils font souvent état de nouveaux aliments, de variétés récoltées localement ou de produits d'importation comme les vins de Grèce ou de Chypre. Sont aussi évoquées, dans des chapitres spécifiques, les préparations culinaires utiles pour faciliter la digestion⁷. On y mentionne les différents procédés de cuisson, les tourtes, pâtés et gélatines pour viandes et poissons ainsi que les sauces destinées

^{2.} Gil Sotrès P. 1995, « Les régimes de santé », in Grmek M.D. (dir.), *Histoire de la pensée médicale en Occident*, vol. 1 : *Antiquité et Moyen Âge*, Seuil, pp. 257-281.

^{3.} Jacquart D. 2006, « La nourriture et le corps au Moyen Âge », Cahiers de recherches médiévales (xıl²-xv² siècles), 13 : 259-266.

^{4.} Nicoud M. 2015, « L'alimentation, un risque pour la santé ? Discours médical et pratiques alimentaires au Moyen Âge », *Médiévales*, 69 : 149-170. 5. Jacquart D., Micheau F. 1981, *La médecine arabe et l'Occident médiéval*, Maisonneuve & Larose.

^{6.} Nicoud M. 2007, Les régimes de santé. Naissance et diffusion d'une écriture médicale, 2 vol., École française de Rome.

^{7.} Laurioux B. 2002, Manger au Moyen Âge. Pratiques et discours alimentaires en Europe aux xvº et xvº siècles, Hachette ; Capatti A., Montanari M. 1999, La cucina italiana. Storia di una cultura, Laterza.

to mutare : take mutado hat paulatine no repente trans to mature : talis matino nat part on tarmi. Thomas end ferendo le ad incluis at sint sign is tanning Latina em nothe company mutatories no futures repentinas and biotes sign bistemy better bistemy stephani denalla Esplat prime tractaine detariq Stephani denalla Company formation principalis employees Explicit primes tractime or tractime primipalis englem of mapit feathers tractime primales dimidificant prime mapinis tractime primi tractime primales or prime mapinist aprilla primi tractime primales or prime design prime des Capithin primit de aquis et fulne a Siferiale courm Camain de cambre pe nomm Cam 22" Se gruibus et et Gunlibus oftmbie Tame" de melle aprim TCam.22 !!! & tustimbus et conne Wam. 20m & Columbia am qui de oleo ICam. 24!" de Conseniabue am. 6" de framento et Cam. 20. m de philomena pane cins Cam. At de sozdeo et pa Cam. 28" de passenbno ne eme Cam. 3." Se mileo des par Cam. 29". Se permone et emisa tremula ne enis Cam.g." Se parito et pa (Cam. 38!" De mambus mutomm ne cins Cam. 18" de fieba cucerum (Cam. 31" de counts poronie edina ale edulano et brodio corimn Cam. 11" de prilis albis Cam. 33 m be countly bourney et inne commi Cam. 12" Se fabio Cam 13" de lentibue alias (Cam. 34" De cramby lepuns Lontinilia Tam. 36" De de crambne I am. 10th Se Faleolis oulpines. Tring of he am. egin be Rizi pimi8 2= Camagin de cavulbugin Cam. 31" De cazubus genezali Callis ul' Calitie Cam un de grallins et 12am. 38m De members tapombusarmalium Cam 18" de perdurbus et Cam 39" De pulibus pullis eozim in generali Cam 19" de ansezibno et Mam. 20" De herbie et amadiopino Se Bozagine

Oxford, Bodleian Library, ms Bodl. 381, f. 20r, xve siècle. Etienne Arlandi, Dietarium. Table des matières des chapitres sur les aliments © Marilyn Nicoud

à les accompagner, utilisant tantôt, comme le recommande Aldebrandin de Sienne, poivre et verjus à l'image de la cuisine française, ou bien oranges amères et citrons, caractéristiques des régions méridionales adeptes du goût aigre-doux à la fin du Moyen Âge. Les pâtes alimentaires, déjà présentes dans les ouvrages de langue arabe, font aussi leur apparition dans les textes du xive siècle; le catalan Arnaud de Villeneuve (m. 1311) les nomme alatria dans son régime pour le roi d'Aragon, tandis que Barnaba Riatini parle des tria d'Ancône, des vermicelles de Toscane, des oreti de Bologne, des minutelli de Venise, des formentini de Reggio ou encore des pancardelle de Mantoue. Dans ce souci du détail, on peut lire la volonté du médecin de guider son lecteur, un condottiere italien, dans la profusion des variétés qui s'offrent à lui.

Les régimes dessinent aussi une sorte de diète sociale où les conseils s'adaptent aux habitudes de consommation et de classe de leurs lecteurs. Ceci pour deux raisons principales : d'abord parce que l'habitude, entendue comme une seconde nature, ne doit pas être modifiée trop brutalement ; ensuite, parce que les produits considérés comme les plus digestes, les plus délicats (volailles, oiseaux, veau, froment...) et les plus conformes aux estomacs des élites, sont aussi les plus chers. En revanche, les viandes rouges et les céréales secondaires (avoine, orge, seigle...) s'accordent aux travailleurs manuels. Au fait des usages, les médecins s'efforcent aussi de personnaliser leurs conseils, en tenant compte des goûts de leurs destinataires.

Soucieux de promouvoir une hygiène de vie indispensable pour prévenir les maladies, les auteurs de régimes s'appliquent à convaincre les destinataires des livres du bien-fondé de leurs recommandations, car il n'est pas toujours simple d'imposer des règles à qui est en bonne santé. En divulguant un savoir facile à comprendre, ils proposent les principes d'une sorte d'éducation alimentaire avant la lettre, où les lecteurs, pleinement acteurs d'un gouvernement de soi, doivent s'efforcer d'adhérer à ces formes d'autocontrainte.

contact&info

► Marilyn Nicoud, CIHAM marilyn.nicoud@univ-avignon.fr

L'alimentation, entre injonctions et appropriations

Sociologue et chargé de recherche CNRS à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux Sciences sociales, Politique, Santé (IRIS, UMR8156, CNRS / EHESS / Inserm / Université Sorbonne Paris Nord), Tristan Fournier conduit des recherches sur les enjeux sociaux, politiques et moraux des changements alimentaires. À partir d'enquêtes ethnographiques, il questionne le statut des connaissances nutritionnelles et biomédicales, analyse les technologies et mouvements sociaux émergents, et cherche à saisir le sens que les individus donnent à leurs pratiques corporelles et alimentaires. Il s'intéresse actuellement aux promesses alimentaires qui visent à (re)connecter les individus à leur environnement.

Sous la direction de

Imaginez que votre téléphone devienne votre meilleur guide alimentaire : par simple scan d'un produit que vous êtes sur le point d'acheter ou par simple photographie d'un plat que vous envisagez de manger, une application pourrait alors vous signaler le nombre de calories et le type de nutriments que vous vous apprêtez à ingurgiter, tout en vous proposant un exercice physique compensatoire pour garder la ligne ou, mieux, perdre un peu de poids. À coup sûr, cette technologie embarquée, tout droit sortie d'un roman d'anticipation, serait clivante : fantasmatique pour les uns, qui y verraient la promesse d'une alimentation enfin simplifiée, rationnelle et efficace ; parfaitement dystopique pour les autres, car synonyme de soumission à la technique et de nutritionnalisation¹ de l'alimentation. Fiction ? Non, ce type d'applications existe déjà! La plus populaire d'entre elles, Yuka, a été téléchargée plus de 16 millions de fois en France². Certaines décryptent la composition des aliments quand d'autres mettent en relation les usagers avec un coach (diététique ou sportif) ou les accompagnent dans l'un des derniers régimes à la mode : paléo, cétogène, jeûne intermittent, etc.

Être mince et en bonne santé, et surtout le rester

Ces applications, dont l'efficacité reste controversée, constituent la face émergée de l'iceberg d'injonctions normatives qui circulent sous la forme de discours, de recommandations et de promesses, contribuant à ériger un monde compétitif basé sur la seule responsabilité individuelle. Chacun est ainsi invité à se prendre en main, l'alimentation étant présentée comme un levier d'action prioritaire pour optimiser sa santé et façonner son corps. Ce dernier, objet de toutes les projections, devient en quelque sorte une carte de visite : c'est bien le corps qui traduit concrètement le degré de perméabilité des individus aux injonctions normatives, qui atteste du rejet, de l'indifférence ou de l'adhésion aux normes d'esthétique ainsi qu'aux recommandations nutritionnelles. Il est l'incarnation des promesses.

La sociologie a montré que les manières dont les individus perçoivent et s'emparent de ces injonctions sont socialement déterminées. En termes de genre, il est à noter une nette différence des modes de socialisation des rapports au corps, à la santé et à l'alimentation entre hommes et femmes³. Dans les représentations sociales, il existerait effectivement des aliments dits masculins et féminins. La consommation de viande rouge et d'alcool, par exemple, joue un rôle central dans les processus d'identification masculine, notamment liée à l'expression d'une conduite prédatrice vis-à-vis de la nourriture. À l'inverse, la consommation de fruits et légumes est plutôt associée à des pratiques alimentaires dites féminines, caractérisées par la pudeur ou la retenue. On peut donc parler d'une hiérarchie

Promesses alimentaires Injonctions, bricolages, résistances 54

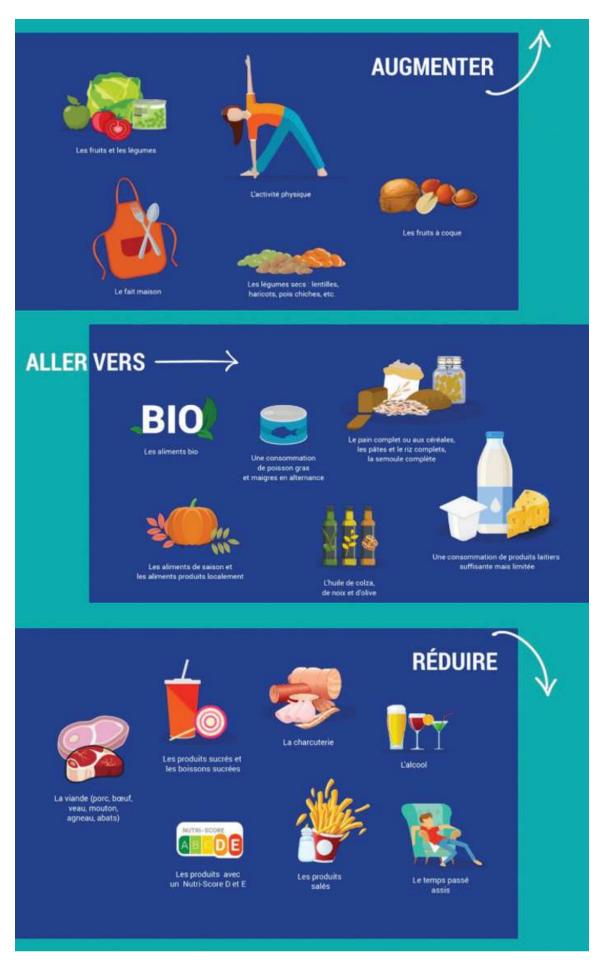
Tristan Fournier et Sébastien Dalgalarrondo

genrée des aliments qui permet, en outre, de questionner la place des corps. Les femmes auraient tendance à développer un rapport très contrôlé à la nourriture, en lien avec des questions de santé et d'esthétique, alors que les hommes seraient les acteurs d'une relation plus agressive, moins réfléchie, plus « instinctive ». Certains d'entre eux revendiquent ainsi un droit à la bonne chère et évoquent même un trouble identitaire à l'idée de faire un régime et plus encore à l'idée de le rendre public ; d'autres, et ce mécanisme est plus récent, font désormais de leur corps et de leur alimentation de nouveaux terrains de négociation de leur masculinité, sur fond de préoccupations sanitaires, écologiques ou encore politiques. Les femmes, elles, se priveraient plus volontiers et seraient plus sensibles aux recommandations nutritionnelles et à l'emprise des codes de beauté, l'injonction à maigrir les touchant davantage. La minceur fait effectivement partie d'une caractéristique obligée pour les femmes des sociétés occidentales, au même titre que le maquillage ou le port de talons, ce qui les conduit précocement à l'adoption et à la normalisation d'un auto-contrôle alimentaire permanent.

^{1.} Poulain J-P. 2009, Sociologie de l'obésité, PUF.

Voir à ce sujet : Xandry V. 2022, Consommation : comment Yuka fait bouger les lignes, Challenges.

^{3.} Fidolini V., Fournier T. 2022, « À la table des stéréotypes. Dialoque fictif entre un homme et une femme au restaurant », Anthropology of Food.



Recommandations sur l'alimentation, l'activité physique et la sédentarité pour les adultes, Santé Publique France, janvier 2019.

La réception des injonctions normatives ayant trait à l'alimentation, au corps et à la santé est également fonction de la position sociale des individus. Dans une double caricature célèbre, Cabu mettait en scène ce phénomène et son caractère dynamique : un premier dessin sous-titré « hier » montrait un homme censé représenter un patron — chapeau haut de forme, queue de pie, cigare et... embonpoint ostentatoire! — et regardant défiler un groupe d'ouvriers rachitiques qui réclamaient « du pain » ; par son corps gros, le patron attestait de sa capacité économique à manger plus que nécessaire. Dans le second dessin, intitulé « aujourd'hui », un groupe d'employés obèses déambulait en réclamant « nos 3 % » devant un patron svelte occupé à faire du sport ; son corps mince et dynamique incarnait concrètement la réflexivité et la capacité d'auto-contrôle à l'ère de la surabondance alimentaire. Si les normes d'esthétique corporelle ont visiblement évolué, le point commun reste le mécanisme de distinction sociale. Les individus issus des classes populaires continuent de valoriser une alimentation roborative et expriment une forme de distance, voire une critique, à l'égard des recommandations nutritionnelles et des injonctions à la minceur. À l'autre extrémité, les membres des classes supérieures se montrent attentifs aux normes prescriptives en termes de contrôle du poids et ont désormais intégré les recommandations nutritionnelles, au point d'avoir développé un goût pour les aliments « bons pour la santé » : appétences et impératifs diététiques/esthétiques deviennent concordants⁴.

L'acte alimentaire comme technique d'optimisation de soi

Pour comprendre comment ces injonctions normatives infusent, c'est-à-dire pour saisir plus concrètement encore ce que les individus en font au quotidien et ce qu'elles finissent par produire chez eux, Tristan Fournier et Sébastien Dalgalarrondo – tous deux chargés de recherche CNRS à l'Iris – ont proposé le concept d'optimisation de soi⁵. La popularité du terme d'optimisation — il s'agirait désormais d'optimiser sa santé, son corps, son sommeil, sa sexualité, son alimentation, etc. — les a d'abord conduits à adopter une posture critique à son égard. De fait, l'injonction à l'optimalité renverrait à une logique néo-libérale de performance, de contrôle et de responsabilité individuelle, ce phénomène entretenant un rapport compétitif au monde et aux autres, avec tout ce que ceci comporte d'anxiété et de culpabilisation pour celles et ceux qui n'ont pas les ressources matérielles et symboliques d'y participer. Mais il serait quelque peu paresseux de s'arrêter à cette seule posture critique, si indispensable soitelle. Car par ses effets réflexifs, l'injonction à l'optimalité ouvre aussi l'espace d'un jeu possible, de lignes de fuites, d'explorations dérivées et potentiellement critiques. Reprenons l'exemple des applications alimentaires : télécharger Yuka sur son smartphone

peut être lu comme une forme exacerbée de réflexivité, la double promesse étant de mieux manger et de s'émanciper du marketing agro-alimentaire. L'essentiel n'est peut-être pas là. Car ce type d'injonction suscite des réactions qui vont de l'adhésion enthousiaste au rejet revendiqué, mais qui passent également par des intermédiaires plus implicites ou négociés variant selon les contextes et les personnes en présence. L'enjeu est alors de saisir les manières dont les individus s'approprient ces injonctions à optimiser leur alimentation. Qu'en font-ils concrètement ? Télécharger Yuka n'implique pas nécessairement de l'utiliser quotidiennement ni durablement. Cette action d'apparence anodine et qui peut porter à la critique — le risque étant de ne penser son alimentation qu'à partir des enjeux nutritionnels et sanitaires, en oubliant qu'elle est aussi un acte de socialité et de plaisir — est également l'occasion de réfléchir à ses envies et ses besoins, de distinguer entre ce qui compte et ce qui compte moins, et peut-être d'envisager d'autres manières de faire. C'est, de surcroît, l'opportunité de parler d'alimentation et de l'extraire d'un certain allant de soi.

L'acte alimentaire, de par son occurrence quotidienne, peut être assimilé à un processus : tel le lit d'une rivière, il serpente au gré des aspérités du terrain. Les injonctions morales évoquées plus haut, tout comme les événements biographiques et les contextes d'interaction dans lesquels se déroulent les prises alimentaires, constituent ces aspérités. Elles questionnent les individus et suscitent leur réflexivité, c'est-à-dire la prise de distance et le regard (auto)critique. Par la cuisine et la consommation, cette réflexivité peut être mise en actes, quotidiennement. De surcroît, elle peut susciter des essais-erreurs et même conduire à des expérimentations de soi (régimes « sans », cures de jeûne, etc.) et ainsi produire des savoirs expérientiels cumulatifs. Tous ces bricolages, aussi discrets qu'instructifs, portent un potentiel transformatif qui va de la recherche d'une relation apaisée à soi à des formes de politisation de l'alimentation. En cela, et dans une perspective foucaldienne, l'acte alimentaire peut être appréhendé comme une technique d'optimisation de soi, c'est-à-dire comme un ensemble de procédures qui attestent d'un travail de soi sur soi et qui permettent de rechercher et parfois d'atteindre un compromis satisfaisant entre des normes et des possibles, entre des injonctions morales et des préférences individuelles.

contact&info

► Tristan Fournier,
Iris
tristan.fournier@ehess.fr

^{4.} Régnier F., Masullo A. 2009, « Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale », Revue Française de Sociologie, 50(4): 747-773.

^{5.} Dalgalarrondo S., Fournier T. 2019, « Les morales de l'optimisation ou les routes du soi », Ethnologie Française, 176(4) : 639-651.

Des troubles du comportement alimentaire aux troubles de la socialisation alimentaire

Professeur de sociologie à l'université de Toulouse - Jean Jaurès, titulaire de la chaire Food, Cultures and Health, créée conjointement par la Taylor's University de Kuala Lumpur (Malaisie) et l'Université de Toulouse Jean-Jaurès, Jean-Pierre Poulain est membre du Centre d'Étude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir (CERTOP, UMR5044, CNRS / Université Toulouse - Jean Jaurès / Université Toulouse III - Paul Sabatier. Ses recherches portent notamment sur la sociologie et l'anthropologie de l'alimentation et des cultures alimentaires, sur les pratiques alimentaires, sur les problèmes sociaux liés à l'obésité, sur les troubles du comportement alimentaire, sur la gestion des crises alimentaires.

Le Diagnostic and Statistical Manual (DSM), publié par l'association américaine de psychiatrie, qui propose des définitions des maladies mentales, s'est imposé comme une référence dans l'univers médical. Définitions strictement descriptives et statistiques (le 'S' de DSM), car ce document se veut athéorique et entend se positionner au-delà des tensions concurrentes qui structurent ce champ scientifique, à savoir : la lecture psychanalytique qui recherche l'origine du trouble dans l'histoire du sujet ; l'étiologie neurologique pour qui le problème est un dysfonctionnement neurophysiologique; et la santé communautaire, qui postule que les conditions de vie sont des déterminants de la santé mentale¹.

En 1994, le DSM IV décrit les Troubles du comportement alimentaire (TCA) en trois catégories : l'anorexie mentale, la boulimie et les « autres états ». Or, il est apparu que cette dernière catégorie représentait statistiquement plus de 50 % des troubles. La version suivante, le DSM V de 2013, introduit de nouvelles catégories : l'hyperphagie boulimique ; l'alimentation sélective ; le pica (ingestion de substances non comestibles); le mérycisme (phénomène de « rumination », c'est-à-dire de régurgitation et de remastication). La Classification internationale des maladies (CIM), dont le champ d'application est la médecine en général, a largement repris les définitions du DSM, leur ajoutant au fur et à mesure des éditions la « boulimie atypique », « l'hyperphagie associée à d'autres perturbations physiologiques », les « vomissements associés à d'autres perturbations psychologiques », tout en conservant une catégorie « autres troubles de l'alimentation ».

La construction conceptuelle des TCA s'inscrit donc dans le mouvement de la médicalisation dans une double réductionnisme de l'alimentation : sa dimension comportementale et ses composants nutritionnels (nutritionnalisation).

Le regard des sciences sociales sur les TCA

L'étude sociologique des TCA fut, tout d'abord, une mise en question d'une loi bien établie des inégalités de santé, pour laquelle la prévalence et la gravité des pathologies suivent un gradient inverse à la hiérarchie sociale. La fréquence des TCA, tels que définis par la psychiatrie, est en effet plus importante dans le milieu et le haut de l'échelle sociale. Elle est également associée à des trajectoires intergénérationnelles ascendantes. Enfin, on constate également une asymétrie de genre, les femmes étant plus concernées, et un lien inverse avec l'âge, la fréquence diminuant avec le vieillissement. Ainsi l'anorexie concerne-t-elle plus souvent des jeunes femmes en ascension intergénérationnelle.

Les interprétations sociologiques proposées, plus complémentaires que concurrentes, voient les TCA comme une réponse à la pression du modèle de minceur, comme un usage pathologique des normes d'excellence, qui conduisent les individus concernés à surinvestir les critères de la réussite, parmi lesquels se trouverait la minceur. Enfin, pour certains, les TCA seraient une conséquence des tensions sociales concentrées sur des segments particuliers de la population, en termes d'âge, de sexe et de position sociale.

Cependant, l'obésité, elle-même associée plus ou moins explicitement à certains TCA, est venue complexifier les choses. À l'échelle macro, avec une prévalence plus importante en bas de l'échelle sociale, elle est bien conforme à la règle générale des inégalités de santé. Ce paradoxe a conduit à l'idée que plusieurs types d'obésité pouvaient être identifiés au sein de la population concernée : certains types associés à des TCA étant en partie indépendants des positions sociales et d'autres affichant de fortes prévalences sur le bas de l'échelle sociale, associées à la précarisation ou encore à des trajections migratoires transitionnelles2.

Des Troubles du comportement alimentaire (TCA) aux Troubles de la socialisation alimentaire (TSA)

Le concept de socialisation alimentaire a une double signification. Il renvoie tout d'abord au fait que manger est un acte socialisé. Il suppose en amont une « orchestration sociale », c'est-à-dire une coordination des emplois du temps et des pratiques pour que les individus se retrouvent pour manger ensemble. Pendant les repas, l'alimentation est le support, le prétexte à des interactions sociales. Ils sont des moments de commensalité, de plaisir partagé, mais aussi parfois de conflictualité. Ils sont un espace de régulation de la vie de la famille.

Dans un second sens, le terme « socialisation » met l'accent sur le fait que ce que nous mangeons et l'acte alimentaire lui-même sont socialement et culturellement définis. L'alimentation est donc l'objet d'un ensemble de normes sociales et de manières, qui varient au sein d'une société en fonction des positions sociales. L'intériorisation de ces règles et de ces normes permet à un enfant de manger en société et d'y 'prendre place' (se servir des outils, contrôler son corps, la place et les formes du plaisir socialement acceptables, etc.). Le processus de socialisation correspond ainsi à la façon dont ces normes et ces règles sont intériorisées par l'individu ainsi qu'aux modalités de leur intériorisation.

^{1.} Demazeux S., Singy P. (eds.) 2015, The DSM-5 in perspective: philosophical reflections on the psychiatric Babel (Vol. 10), Springer.

^{2.} Poulain J-P. 2009, Sociologie de l'obésité, 2009.

L'intérêt du concept de socialisation alimentaire est de déplacer le regard des conduites ou des comportements vers les interactions sociales et les processus d'intériorisation des normes. En sociologisant la question, les troubles du comportement alimentaire deviennent troubles de la socialisation alimentaire au double sens du mot. Enfin, l'entrée par la socialisation alimentaire permet d'envisager les conséquences sur la vie familiale d'éventuels troubles d'un des membres de la famille.

Néophobie et socialisation alimentaire

Au cours du développement de l'enfant, le registre alimentaire évolue. C'est d'abord le lait, consommé dans un corps-à-corps et une communication avec la mère ou le parent nourricier. Dans un second temps sont introduits les aliments liquides et solides qui appartiennent au registre alimentaire de la famille, de sa position sociale et de sa culture, aliments que l'enfant accepte le plus souvent sans problème. Dans une troisième étape, l'enfant refuse certains aliments et engage avec les parents des « rapports de force ». Son registre alimentaire se réduit. L'opposition a pour enjeu sa reconnaissance par les parents et par la fratrie en tant que personne ayant des goûts, des dégoûts et des préférences. Ce moment correspond à peu près à la période que le psychologue René Spitz nomme le stade du « non »³. Ces interactions et les négociations qui les accompagnent participent non seulement à la personnalisation de l'enfant, mais aussi à l'intériorisation des normes sociales alimentaires. À la sortie de ce stade, le registre du mangeable s'ouvre de nouveau et se stabilise en tenant compte de certaines préférences⁴.

Cette grille de lecture a été utilisée dans une perspective interdisciplinaire pour décrire les « difficultés alimentaires » des enfants avec autisme. Une typologie de déformation du cycle néophobe dans cette population a pu être mise en évidence⁵.

La socialisation alimentaire des enfants avec un syndrome de Prader Willi

Le syndrome de Prader Willi (SPW) est une maladie rare d'origine génétique qui se caractérise par des troubles de l'alimentation. À la naissance, les enfants sont hypotoniques et rencontrent des difficultés à téter. La succion et la déglutition doivent alors être stimulées. Les spécialistes parlent d'une forme d'anorexie. Vient ensuite une période où ils s'alimentent normalement, jusqu'au jour où tous, à des âges compris entre trois à cinq ans, basculent dans des prises alimentaires incontrôlables et incontrôlées. La maladie se manifeste principalement par une hyperphagie à mesure que le sujet vieillit, provoquant souvent une obésité sévère. Les formes de comportement sont variées, allant jusqu'au vol et à l'agressivité. Ces enfants réactualisent dans leur trajectoire de vie à la fois la problématique de l'anorexie et celle de la boulimie. En quoi cette maladie perturbe-t-elle l'intériorisation des normes, qui fonctionne habituellement dans le silence chez l'enfant indemne du syndrome ? Telle est la question qui anime les travaux de recherche d'Amandine Rochedy et de Jean-Pierre Poulain, développés en partenariat avec le centre de référence du syndrome de Prader Willi du CHU de Toulouse dirigé par Maithé Tauber ; ils ont permis de reproblématiser la guestion des « difficultés » alimentaires des enfants atteints de ce syndrome, en portant l'attention sur le processus d'intériorisation des normes sociales de l'alimentation6.

Du point de vue méthodologique, la recherche se déroule en trois temps. Elle démarre d'abord par une phase d'observation ethnographique et d'entretiens au sein des familles dont un enfant est atteint du SPW. Puis, au sein de la plateforme Ovalie⁷ du CERTOP, est reconstitué un repas familial dans lequel les parents et la fratrie jouent leur propre rôle. Le repas est enregistré par les nombreuses caméras et dispositifs de captation. Des éléments filmés sont ensuite sélectionnés, et visionnés avec l'enfant, puis avec la famille, pour devenir le support d'un entretien réflexif collectif. Des échanges permettent de commenter et d'analyser ce qu'il s'est passé. Dans une dernière étape, se met en place un dialogue qui, affichant l'éducation thérapeutique pour horizon, confère une expertise aux parents ayant suivi l'ensemble du processus. Ce changement de registre les conduit à prendre de la distance et à modifier leur regard sur leurs propres pratiques. Avec eux, il s'agit d'identifier des formes de gestion de la vie quotidienne découvertes au fil d'essais et d'erreurs, qui pourraient trouver place au sein d'un portefeuille de stratégies et d'actions. Bien évidemment, ces solutions ne sont pas indépendantes des positions sociales des parents et de leur capacité à mobiliser des ressources matérielles et cognitives, et ces dimensions font partie du travail réflexif.

La prise en charge médicale actuelle permet d'éviter que ces enfants ne deviennent pour la plupart obèses : ceux-ci sont entourés d'un système de normes très strictes contrôlées par les parents, lesquelles, à la manière d'un exosquelette, accompagnent les gestes et les comportements de l'enfant.

Un exemple de scène filmée : l'un de ces enfants regarde des abricots prévus pour le dessert. Le père, en face, s'en rend compte et lui demande : « Lequel voudrais-tu ? ». L'enfant répond : « Le plus gros ». Le père relance alors l'échange : « Sais-tu comment on reconnait un bon abricot ? » S'engage alors une discussion entre les deux, qui détourne momentanément l'enfant de la prise alimentaire quantitative, et le déplace sur le terrain du goût et du plaisir. Quand on visionne avec eux ce moment, une émotion se libère en même temps qu'une réflexion s'élabore. L'aliment est sorti de sa stricte dimension nutritionnelle et le rôle du parent de sa fonction de contrôle.

D'un point de vue théorique, ces recherches permettent d'observer les dysfonctionnements de l'intériorisation des normes, au point qu'on doive les extérioriser de manière presque coercitive, ce

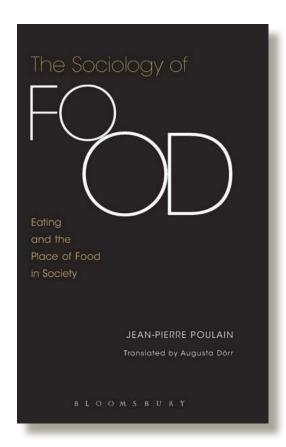
^{3.} Spitz R. 2008, Le Non et le Oui, PUF.

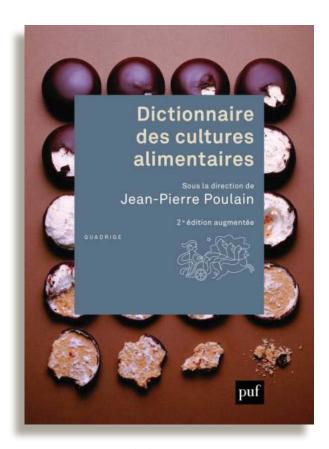
^{4.} Poulain J-P. 2012, Néophobie alimentaire, in Poulain J-P., Dictionnaire des cultures alimentaires, PUF, pp. 981-983; Rochedy A., Poulain J-P. 2015, Approche sociologique des néophobies alimentaires chez l'enfant, Dialogue 209 : 55-68.

^{5.} Rochedy A., Raynaud J-P., Maffre T., Poulain J-P. 2020, « (Dé)formations du processus de néophobie. Une approche sociologique des particularités alimentaires des enfants avec un trouble du spectre autistique », Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence.

^{6.} Le programme « Socialisation des pratiques alimentaires des enfants avec un syndrome de Prader-Willi » (SOPAP), conduit par A. Rochedy (sociologue), M. Valette (nutritionniste), M. Guionnet (informaticien), M. Tauber (pédiatre) et J.P. Poulain (sociologue), est financé par la Fondation des maladies rares et l'association Prader Willi (France). Cette recherche a été également sélectionnée dans le cadre du programme Hubert Curien « Hibiscus », France-Malaisie, pour le développement d'une recherche en miroir entre le Social Behavioural Lab de la Taylor's University de Kuala Lumpur et la Plateforme OVALIE du CERTOP.

^{7.} Poulain J-P., Simoulin V. 2016, « OVALIE. Quand les SHS se mettent aux plateformes expérimentales », La lettre de l'INSHS n°43 : pp. 13-15.





À gauche : The Sociology of food, Eating and the place of food in the society est la traduction de Sociologies de l'alimentation (PUF). Il comprend une partie additionnelle qui étudie les deux voies de thématisation de l'alimentation dans les SHS : l'approche disciplinaire et la perspective des Food Studies.

À droite: Le Dictionnaire des cultures alimentaires rassemble 230 articles rédigés par 162 auteurs ayant travaillé en 5 langues. L'ouvrage dirigé par J.P. Poulain a bénéficié de l'expertise d'un comité scientifique composé de : Bricas N., Cirad Montpellier, Contreras J., Université de Barcelone, Corbeau J.-P., Université de Tours, Dubois L., Institut de santé des populations Otawa, Fontaine G., Université de La Réunion, Hubert A., CNRS, Proença R., Université Fédérale de Santa Catarina, Brésil, Pitte J.R., Université de Paris IV, Warde A., Université de Manchester, Royaume Uni.

qui est éminemment fatigant et compliqué pour les familles, voire leurs proches s'ils sont invités à table. Il s'agit de sortir d'une interprétation en termes de dysfonctionnement centré sur l'enfant, pour se déplacer vers les interactions entre le groupe social et l'enfant, comme espace d'intériorisation des normes. Cela a notamment pour effet que la relation conflictuelle, très prégnante dans ces familles, n'est plus surpathologisée, mais relève en partie d'un processus normal, renvoyant à ce que toutes les familles connaissent quand l'enfant est au stade de la néophobie.

En se concentrant sur les enjeux posés par l'intériorisation des normes sociales relatives à l'alimentation, la re-problématisation proposée articule l'approche du trouble alimentaire en lui-même avec l'approche de la prise en charge familiale. Cette nouvelle perspective met l'accent sur le rôle des interactions sociales dans le processus d'intériorisation, y compris les interactions conflictuelles.

Des questions interdisciplinaires émergent. Les difficultés d'intériorisation pourraient être le point de départ d'une nouvelle description du phénotype. De même, en tenant compte des étapes de la trajectoire du trouble alimentaire associé au SPW, de l'anorexie à l'hyperphagie, pourraient être imaginées des stratégies d'éducation alimentaire adaptatives et évolutives. Enfin et surtout, dans le champ de la dialectique traditionnelle du normal et du pathologique, qui a montré comment les connaissances développées sur le second peuvent permettre d'approfondir les connaissances sur le premier, on peut espérer ici de tels développements. En clair, examiner les troubles de la

socialisation alimentaires chez les enfants avec un syndrome de PW, en focalisant sur le phénomène d'intériorisation des normes sociales dans le cadre d'une théorie générale de la socialisation alimentaire, pourrait non seulement ouvrir de nouveaux champs de recherche pour l'étude des autres troubles alimentaires, mais aussi permettre le développement des connaissances pour les enfants 'typiques'. Dans un contexte où les autorités de santé publique posent l'obésité au premier rang des problèmes contemporains, ces avancées pourraient se révéler d'une certaine utilité.

Pour en savoir plus :

- ▶ Piot M-A. 2015, Qu'est-ce que le DSM : Genèse et transformation de la bible américaine de la psychiatrie, *Perspectives Psy*, 54 : 379-387.
- ▶ Rochedy A., Valette M., Tauber M., Poulain J-P. 2023, Food socialization of children with Prader-Willi syndrome: an interdisciplinary problematization, *Frontiers in Nutrition*.

contact&info

▶ Jean-Pierre Poulain,
CERTOP
jean-pierre.poulain@univ-tlse2.fr

Quand l'économie comportementale aide à la compréhension et aux changements des comportements alimentaires

Noémi Berlin est chargée de recherche CNRS au sein du laboratoire EconomiX (UMR7235, CNRS / Université Paris Nanterre). Ses recherches portent sur l'étude des comportements de santé. Ses méthodes privilégiées sont les expériences en laboratoire et sur le terrain. Ses travaux contribuent principalement à la littérature en économie comportementale et économie de la santé.



Un exemple d'arbitrage alimentaire © shutterstock.com

L'économie comportementale consiste à affiner la théorie économique standard concernant la prise de décision des individus en étudiant et intégrant les facteurs psychologiques et économiques qui influencent les comportements économiques. Elle permet de mieux appréhender et anticiper les comportements des individus, de mieux concevoir les politiques publiques et d'en mesurer leur efficacité. L'économie comportementale étudie des décisions prises par les individus et qui ne sont pas forcément dans leur intérêt, comme par exemple payer une inscription à une salle de sport, mais ne jamais y aller par la suite, faire les courses en ayant faim et acheter au-delà des besoins¹.

L'économie comportementale s'intéresse depuis plusieurs années aux questions liées à l'alimentation et aux problèmes de santé publique liés à l'obésité. Le sujet est de taille : au cours des trente années à venir, le surpoids devrait être responsable d'environ 92 millions de décès dans les pays de l'OCDE. Il s'agit alors de comprendre et étudier les comportements alimentaires, facteurs de risque de l'obésité (décision d'aller dans les *fast food*, faible consommation de fruits et légumes, alimentation industrielle et transformée disponible en excès…).

Une des méthodologies privilégiées est celle de l'économie expérimentale qui consiste à observer des comportements ou des phénomènes économiques en reproduisant une situation économique dans des contextes identifiés et contrôlés. Les expérimentations peuvent avoir lieu en laboratoire (une salle disposant de plusieurs postes informatiques) ou sur le terrain (à l'école, dans une entreprise, dans un supermarché...). Cela permet à la fois de mettre en évidence les facteurs psychologiques qui influencent les décisions alimentaires, mais aussi de tester des leviers susceptibles de modifier les prises de décisions et des comportements qui s'en suivent.

Concernant les facteurs psychologiques, il a été établi, par exemple, qu'il existe une relation entre la prise de risque en général et la néophobie alimentaire : les enfants qui ont une aversion pour le risque sont moins enclins à essayer de nouveaux aliments². La littérature en économie et en psychologie a également montré une relation négative entre l'aversion au risque, la patience, la probabilité d'être en surpoids ou obèse et la qualité nutritionnelle de régimes alimentaires des individus³.

^{1.} Ces décisions ont lieu en partie à cause de mécanismes cognitifs souvent appelés biais cognitifs car pouvant être considérés comme des mécanismes « non-rationnels » de traitement de l'information.

^{2.} Moding K. J., Stifter C. A. 2016, Temperamental approach/withdrawal and food neophobia in early childhood: Concurrent and longitudinal associations, *Appetite*, 107: 654-662.

^{3.} Nebout A., Berlin N., Vieux F., Péneau S., Darmon N., Kemel E., Paroissien E., What You Eat is What You Are: Risk Attitudes, Time Preferences, and Diet Quality, mimeo.

Les leviers visant à modifier les comportements alimentaires peuvent jouer sur le système de récompense des individus. C'est le cas des incitations financières qui sont utilisées pour récompenser la consommation d'aliments sains (fruits et légumes), pour en subventionner l'achat, ou pour taxer l'achat d'aliments de mauvaise qualité nutritionnelle. Ainsi, un certain nombre d'études ont montré que les choix alimentaires des adultes et des enfants peuvent être influencés de manière durable grâce à ces outils. Par exemple, plusieurs études ont montré que les enfants augmentent leur consommation de fruits et légumes à la cantine s'ils sont récompensés avec des petits cadeaux et/ou un peu d'argent pour cette consommation4.

Tout comme les incitations financières, le nudge a pour but d'orienter les individus vers des comportements et décisions considérés comme plus bénéfiques pour eux. Il intervient tout en conservant la liberté personnelle de choisir et il oriente les comportements sans contraindre, du moins financièrement. Un exemple de nudge dans le cadre de l'alimentation est de remplacer les barres chocolatées, souvent présentes près des caisses de supermarché, par des fruits. Les barres chocolatées sont simplement déplacées et restent accessibles, mais il devient coûteux (en temps par exemple) d'aller les atteindre. Un autre exemple de nudge est l'utilisation des labels nutritionnels tels que le Nutriscore. Des chercheurs⁵ ont testé l'efficacité du Nutriscore sur la qualité nutritionnelle de paniers de biens de consommation. Grâce à une expérience en laboratoire, ils ont étudié l'effet de cinq labels nutritionnels différents sur le comportement d'achat de 691 participants parmi 290 produits d'alimentation, via un supermarché virtuel. Ils ont ainsi montré que tous les labels amélioraient significativement la qualité nutritionnelle des paniers choisis par les individus. Le Nutriscore était le label le plus efficace pour améliorer la qualité nutritionnelle de paniers. Cette étude a également permis de montrer que les participants étaient plus réactifs aux valeurs extrêmes des labels (A : effet motivant ou E : effet désincitatif pour le Nutriscore par exemple). Les résultats de cette étude ont servi pour promouvoir la mise en place du Nutriscore que nous pouvons maintenant voir sur un grand nombre de produits.

Une autre étude⁶ s'est intéressée à des interventions qui combinent les nudges et les incitations financières. Elle cherchait à évaluer, d'une part, l'efficacité de chaque levier et, d'autre part, si leur combinaison permet d'avoir un impact plus important sur les décisions alimentaires des individus. Cette étude se basait sur une expérience de terrain dans des épiceries aux États-Unis où 200 participants ont été aléatoirement répartis dans trois groupes. Le premier groupe recevait seulement des incitations financières : versement d'une subvention pour l'achat de fruits et légumes. Dans le deuxième groupe, les participants recevaient des conseils sur la façon dont on prépare les fruits et légumes. Enfin, dans le troisième groupe, les deux leviers étaient combinés. Les auteurs ont ensuite suivi les comportements d'achat des participants pendant six mois et ont observé que les conseils sur la façon de préparer les légumes semblent avoir eu un faible effet sur l'achat de produits frais. Cependant, ils ont constaté qu'introduire une incitation financière, même faible (les participants recevaient un dollar s'ils achetaient cinq portions de fruits et légumes), doublait l'achat du

nombre de portions de fruits et légumes par rapport au groupe de contrôle (dans lequel il n'y a aucune intervention). La combinaison des deux interventions ne renforçait pas l'effet de l'incitation seul suggérant que l'information a eu un effet limité.

Un autre enjeu consiste à comprendre ce qui est le plus susceptible de modifier durablement les préférences et habitudes alimentaires. Bien que les incitations financières semblent avoir un effet sur les choix alimentaires, une fois l'incitation retirée, les effets à long terme restent incertains. Quant aux nudges, on observe souvent un effet d'habituation qui diminue son efficacité au cours du temps. L'étude de Belot et al.⁷ propose deux interventions plus globales, au niveau de la famille, dont le but était de modifier les habitudes et préférences alimentaires sur le long terme. 285 familles ont été impliquées dans cette étude de terrain et randomisées (réparties de manière aléatoire) dans trois groupes. Les familles ont été suivies pendant trois ans. Les familles randomisées dans le premier groupe ont été invitées à préparer pendant douze semaines des repas sains avec des ingrédients frais et non transformés (intervention 1). Celles du deuxième groupe devaient éviter le grignotage et manger à des heures régulières pendant douze semaines (intervention 2). Enfin, le troisième groupe (groupe contrôle) ne recevait aucune recommandation particulière. Les auteurs montrent que les deux interventions ont réduit l'indice de masse corporelle (IMC) des enfants par rapport au groupe de contrôle. L'effet a persisté pendant trois ans pour le premier groupe, mais s'est estompé après deux ans pour le deuxième. Il est d'ailleurs intéressant de noter que dans cette étude, les interventions n'ont eu aucun effet sur l'IMC des parents ni sur les préférences alimentaires des enfants et des parents. Les auteurs suggèrent que c'est le comportement d'achat des parents qui a évolué, impliquant un changement dans les consommations alimentaires de leurs enfants et donc une baisse de l'IMC.

Les conséquences économiques et sociales du surpoids et de l'obésité ne sont pas négligeables. Les maladies dites non transmissibles liées à l'obésité vont entraîner un recul de l'espérance de vie de près de trois ans, d'ici 20508. L'Assurance Maladie dépense en moyenne cinq milliards d'euros pour ces maladies. Le bien-être des individus est directement touché, car les personnes souffrant de surcharge pondérale ont une probabilité plus élevée de souffrir de dépression, de discrimination et d'exclusion.

L'économie comportementale offre des outils efficaces pour étudier les mécanismes de prise de décisions alimentaires, permettant de mieux les comprendre et de proposer des politiques publiques plus adaptées.

> contact&info Noémi Berlin, EconomiX noemi.berlin@parisnanterre.fr

^{4.} Belot M., James J. 2022, Incentivizing dietary choices among children: Review of experimental evidence, Food Policy, 111, 102319.

^{5.} Crosetto P., Lacroix A., Muller L., Ruffieux B. 2020, Nutritional and economic impact of five alternative front-of-pack nutritional labels: experimental evidence, European Review of Agricultural Economics, 47(2): 785-818.

^{6.} List J. A., Samek A., Zhu T. 2022, Incentives to Eat Healthily: Evidence from a Grocery Store Field Experiment, Economica, 89(354): 489-509.

^{7.} Belot M., Berlin N., James J., Skafida V. 2023, Changing Dietary Habits Early in Life: A Field Experiment with Low-Income Families, mimeo. 8. Voir le rapport de l'OCDE Heavy Burden of Obesity: The Economics of Prevention, pour un aperçu de l'ensemble des conséquences économiques et sociales de l'obésité.

Alimentation et santé au cours du vieillissement : l'apport de la sociologie

Séverine Gojard s'intéresse aux déterminants sociaux des pratiques alimentaires dans la France contemporaine, en prêtant une attention particulière à la réception et à la mise en pratique des normes qui pèsent sur l'alimentation, en fonction des propriétés sociales des ménages. Marie Plessz étudie l'articulation entre pratiques du quotidien, enjeux de santé et environnementaux, et stratification sociale, à travers la consommation alimentaire. Toutes deux sont sociologues, directrices de recherche Inrae et membres du Centre Maurice Halbwachs (CMH, UMR8097, CNRS / ENS-PSL / EHESS, unité sous contrat Inrae).

L'alimentation est présentée dans les discours de santé publique comme un important facteur de prévention de diverses pathologies et de maintien d'une bonne santé. De nombreuses injonctions à « bien manger » circulent notamment dans le cadre des éditions successives du Programme National Nutrition Santé. Les recommandations diffèrent selon les moments du cycle de vie, et le vieillissement apparaît comme une période clé en termes de prévention, notamment dans le cadre du Plan Bien Vieillir.

Mais l'alimentation est aussi, voire avant tout, une pratique journalière, qui s'inscrit dans le temps long des habitudes et s'adapte aux contraintes quotidiennes. Les travaux de sociologie de la consommation¹ ont montré depuis longtemps qu'elle diffère selon le milieu social. On sait donc que les membres des classes supérieures ont des pratiques alimentaires laissant plus de place aux fruits et légumes, au poisson, aux laitages alors que les membres des classes populaires ont davantage tendance à consommer des nourritures roboratives (viande, pain et féculents). Pierre Bourdieu y voyait un reflet des conditions de vie, les classes supérieures étant plus détachées des contingences matérielles et plus sensibles aux enjeux d'apparence corporelle. Plus récemment, une interprétation en termes d'adéquation aux normes de santé publique a permis de montrer que la plus grande aisance économique en haut de l'échelle sociale est paradoxalement associée à une restriction des consommations sous l'effet des recommandations nutritionnelles, dont les membres des classes populaires ont plus facilement tendance à s'affranchir². À ces différences selon la classe sociale s'ajoutent des différences entre hommes et femmes, marquées par l'assignation persistante des femmes à la préparation culinaire comme à la gestion de la santé des membres de leur famille. Explorer l'alimentation au fil du vieillissement ajoute une dimension dynamique à ces analyses. Les travaux présentés dans cet article ont abordé cette question sous deux angles : en débusquant le rôle joué par les événements biographiques qui émaillent le vieillissement (retraite, départ des enfants) ; en étudiant les évolutions dans les habitudes alimentaires au fil du vieillissement comme trajectoire.

L'approche les événements biographiques: bifurcations et adaptations

En suivant une méthodologie qui articule des entretiens biographiques et des analyses statistiques sur des données de consommation, Séverine Gojard et Marie Plessz, en collaboration avec Sophie Dubuisson-Quellier, directrice de recherche CNRS au Centre de sociologie des organisations (CSO, UMR7116, CNRS / Sciences Po Paris), ont pu interroger l'adoption de

pratiques plus conformes aux recommandations nutritionnelles³. Elles ont également constaté l'importance d'autres sources de recommandation, parfois diffuses et mal identifiées qui sont pour certains ménages tout aussi importantes que les informations d'origine médicale. La sphère marchande, notamment par l'intermédiaire de la publicité, diffuse des modèles d'alimentation dont certains visent explicitement des périodes précises du cycle de vie (l'exemple le plus frappant étant les produits à destination des enfants). Les groupes de pairs, familiaux, amicaux, professionnels, voire militants, sont aussi source d'échanges de conseils ou de recettes. Les pratiques alimentaires — composition, rythme, lieux des repas — forment un ensemble complexe, ajusté aux conditions d'existence de chaque ménage et aux goûts de ses membres. Il en découle une forme d'inertie qui est bien décrite dans les récits au quotidien.

Les analyses statistiques montrent pourtant que l'âge est le premier facteur de variations de nombreuses consommations alimentaires, comme les légumes ou les produits issus de l'agriculture biologiques, qui augmentent au fil du temps. Les entretiens biographiques avec des personnes d'âge mûr montrent, rétrospectivement, que leur rapport aux prescriptions a changé (elles disent y prêter plus attention), ainsi que les conditions de leur alimentation quotidienne. Ainsi, des problèmes de santé qui apparaissent avec l'âge densifient les contacts avec le corps médical ou paramédical. Beaucoup de ménages déménagent après la retraite : ce déménagement modifie les commerces disponibles et l'équipement du logement, ce qui amène à repenser les achats alimentaires, et il génère de nouveaux cercles de sociabilité, qui peuvent initier à de nouvelles pratiques (jardinage, compost). La recomposition du foyer suite au départ des enfants ou à une rupture conjugale change les conditions dans lesquelles les repas sont pris et préparés. Cependant, la position sociale et le genre restent le socle sur lequel se construit le rapport aux conseils et la façon dont ils se traduisent, ou non, dans des pratiques quotidiennes, constituant ainsi un élément de stabilité des pratiques alimentaires. L'articulation entre des propriétés susceptibles de changer avec l'âge (activité professionnelle, composition du ménage) et des propriétés plus stables (diplôme, genre) est un élément important pour comprendre les évolutions de l'alimentation.

Des données qui permettent de suivre les mêmes personnes au fil du temps ont ensuite permis aux chercheuses de préciser, de manière plus robuste, les évolutions et leur structuration.

^{1.} Lhuissier A. 2017, Des dépenses alimentaires aux niveaux de vie : la contribution de Maurice Halbwachs à la statistique des consommations, L'Année sociologique, Vol. 67(1): 47-72; Bourdieu P. 1979, La distinction: critique sociale du jugement, Éditions de Minuit.

^{2.} Régnier F., Masullo A. 2009, Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale, Revue française de sociologie, 50(4): 747-773.

^{3.} Dubuisson-Quellier S., Gojard S., Plessz M. 2019, Dispositifs et dispositions de la consommation. Retour sur une enquête contemporaine articulant méthodes qualitatives et quantitatives, Les Études Sociales, n° 169(1): 133–152.



Pommes dans différents états de décomposition © serhii

Le vieillissement comme trajectoire sociale : lien avec l'alimentation quotidienne

La cohorte Gazel — constituée en 1989 par invitation de l'ensemble des agents des entreprises EDF-GDF âgés de 40 à 50 ans pour les hommes, 35 à 50 ans pour les femmes comporte, environ tous les cinq ans, un questionnaire consacré à l'alimentation qui a peu changé depuis 1998. Une analyse de ces données⁴ montre que les consommations alimentaires se structurent en trois dimensions correspondant à trois ensembles de prescriptions portant sur l'alimentation. Si une alimentation conforme aux recommandations nutritionnelles (fruits et légumes, laitages) est bien un pôle vers leguel sont orientées certaines des pratiques de la cohorte, elle entre en concurrence non seulement avec une alimentation plus marquée par les prescriptions marchandes — celles diffusées par les industries agroalimentaires et la grande distribution (produits transformés, aliments gras ou sucrés, boissons sucrées) —, mais aussi avec des pratiques conformes à une déclinaison familiale du modèle gastronomique des repas (viande, féculents, fromage, vin). On peut y voir l'expression de trois différentes façons de bien manger, qui sont socialement situées : l'orientation vers les pratiques conformes aux recommandations nutritionnelles est plus fréquente chez les plus diplômés et chez les femmes tandis que les hommes sont plus nombreux à avoir des pratiques conformes au modèle traditionnel des repas ou bien répondant aux prescriptions des acteurs marchands du secteur agroalimentaire.

Au fil du vieillissement, en moyenne, les pratiques vont dans le sens d'un meilleur respect des normes nutritionnelles et s'éloignent des prescriptions marchandes. Le modèle plus traditionnel du repas à la française est plus fréquent chez les enquêtés des générations les plus anciennes, traduisant sans doute l'effet d'une socialisation dans un contexte historique qui précède tout juste l'essor des grandes surfaces et des produits transformés en France; par ailleurs, le passage à la retraite libère du temps qui peut être investi dans la préparation des repas. Des événements de santé peuvent également intervenir incitant les enquêtés à davantage de prudence dans leurs consommations alimentaires. L'ensemble de ces éléments traduit une modification du rapport à l'alimentation.

On constate également une convergence progressive entre les consommations des hommes et des femmes : les hommes délaissent les aliments transformés, gras sucrés au profit des produits considérés comme meilleurs pour la santé (légumes, fruits, laitages), ce qui les rapproche de l'alimentation féminine.

Ce changement s'opère plus rapidement chez les hommes les plus diplômés. Les pratiques alimentaires féminines, de leur côté, penchent davantage vers le modèle traditionnel des repas au cours de l'avancée en âge, ce qui les rapproche des hommes. La retraite se traduit dans bien des cas par une augmentation des repas pris à domicile, ce qui peut expliquer cette convergence des alimentations par une plus grande fréquence de repas pris en commun pour les personnes vivant en couple.

Des modifications dans la structure du ménage expliquent une partie de ces évolutions. Le départ des enfants du foyer s'accompagne d'une baisse de la consommation de produits gras, sucrés, transformés. Ces produits, qui ciblent les jeunes ou les familles, faciles à préparer et à stocker, sont un élément de simplification des problèmes de coordination des emplois du temps familiaux. Les ruptures d'union n'ont guère d'influence sur l'orientation des consommations vers les produits transformés, mais jouent sur les deux autres dimensions de l'alimentation. Un divorce ou un veuvage se traduit non seulement par une diminution sensible des pratiques alimentaires conformes aux recommandations nutritionnelles pour les hommes comme pour les femmes, mais aussi par une baisse de celles conformes au modèle traditionnel des repas, plus marquée chez les femmes que chez les hommes. La vie en couple, notamment parce qu'elle structure les repas et constitue une incitation à cuisiner, favorise donc des habitudes alimentaires tournées vers l'utilisation de produits frais et la préparation domestique des repas.

L'alimentation doit se comprendre à trois échelles : l'individu (ses goûts, ses activités, sa santé) le ménage dans lequel il vit et l'environnement matériel et normatif, qui varient dans le temps et l'espace. Le vieillissement est un processus continu, graduel, mais régulièrement émaillé d'événements importants, qui réorganisent les existences à ces trois échelles, avec des conséquences importantes sur l'alimentation. L'ensemble de ces résultats souligne l'intérêt d'articuler une approche dynamique du vieillissement à la prise en compte des différences liées au genre et à la position sociale.

contact&info

▶ Severine Gojard
severine.gojard@inrae.fr
Marie Plessz
marie.plessz@inrae.fr
CMH

4. Plessz M., Gojard S., Zins M. 2022, Changing eating practices after midlife: Ageing and food consumption in the French Gazel cohort, *Consumption and Society*, 1(1): 67–98.

La planète alimentaire : la preuve par quatre

Géographe, Gilles Fumey est membre du laboratoire Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe (SIRICE, UMR8138, CNRS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Sorbonne Université). Ses recherches portent notamment sur les comportements alimentaires, la mondialisation de l'alimentation et les alimentations urbaines. À l'aide de l'anthropologie sociale et de la sociologie comparée, elles replacent l'alimentation dans des problématiques géo-culturelles.

Ce midi à Paris, le soleil brille sur la coupole du Panthéon. Au pied du monument, sur une place d'environ trois mille mètres carrés protégée de la circulation automobile par des bancs de pierre, ils sont à peu près huit cents étudiants des universités et prépas aux grandes écoles du Quartier latin à manger, la plupart assis en tailleur sur les pavés ou les bancs et tables de bois. On les voit croquer dans des sandwiches, mais la plupart ont des couverts et dévorent, qui une salade, qui des sushis, qui un burger voire une pizza, des nems, un phô, ce qui ressemble à un mezzé libanais, une tortilla, des empanadas, des pâtes dans une box vert et blanc, une salade de riz, des œufs durs, des sardines en boîte, etc. La déclinaison défie l'entendement du chercheur, tant les combinaisons entre les cultures sont à l'infini. De quelles nourritures s'agit-il pour ces jeunes venus des guatre coins du monde, partageant dans la plus grande indifférence des plats sans grand rapport entre eux ? Pour une grande part des mangeurs de ce midi, ce sont des nourritures de fortune — l'ère Covid a montré la fragilité financière de beaucoup d'étudiants sans ressources complémentaires que les bourses —, achetées sous contrainte budgétaire, mais pas que. Les choix sont jugés par eux qualitatifs par rapport à des propositions de cuisines collectives type Crous. Il a fallu des emballages adaptés en plastique, carton, films argentés, amidon de maïs afin de transporter et manger en position assise à même le sol, des denrées préparées pour être saisies avec doigts, baquettes ou couverts, des propositions diverses, des quantités modestes, mais jugées suffisantes et souvent variées. Des nourritures qui satisfassent autant le corps que l'esprit. Sans compter qu'une météo incertaine peut remettre tout en cause à la dernière minute, contraindre à manger en cas de pluie sur un escalier, dans un coin de couloir, voire sous un arbre, un porche, un balcon.

Pour les chercheurs et chercheuses, se saisir de cette chaîne de décisions est un défi auquel on peut se plier par le prisme de la géographie. À l'échelle mondiale, les variétés de nourritures et de cuisines, de pratiques et d'interdits synthétisés ici sont tels, qu'observer une foule bigarrée dans une métropole qui mange ce que lui dicte son statut social, son revenu, ses goûts, tout cela, paradoxalement, apporte des clés de compréhension des nourritures du monde.

Par le prisme des corps qui mangent, on touche à tout ce qui définit « se nourrir » dans sa phase la plus intime, « l'incorporation », à partir de laquelle procèdent les choix à l'amont. Car toutes nos cultures familiales, politiques (et parfois religieuses), scientifiques et nutritionnelles, bref sociales et culturelles, ont filtré les décisions de ce que nous mangeons. À l'échelle mondiale, les principales postures des corps qui mangent témoignent de la force de cette incorporation pour déterminer schématiquement quatre figures culturelles alimentaires. La recherche a été menée au restaurant universitaire de Sorbonne Abu Dhabi, qui rassemble plus de mille cinq cents étudiants de cent nationalités. On s'en tient aux quatre principales postures corporelles.



La mondialisation du fast food originaire d'Europe du Nord, via les États-Unis, est liée à des pratiques alimentaires nomades qui ont sélectionné et adapté des produits pour une plus grande practicité © Prexel

Les nourritures familialistes

La majorité des Africains et des Indiens mange assis par terre, parfois sur des tapis. Réunis autour d'un plat souvent collectif, ils saisissent la nourriture avec les doigts ou sur un support comme un bout de galette. En Afrique subsaharienne, comme en Inde où la nourriture provient encore beaucoup de cultures paysannes (on met à part les citadins décrits dans la quatrième figure) pratiquant une polyculture vivrière, la cuisine est encore l'affaire des femmes qui doivent chercher l'eau, le combustible, les produits agricoles. Chaque jour, elles parviennent à confectionner au moins un repas qui rassemble la parentèle autour d'un plat unique. Le repas est pris assis, jambes croisées sur un tapis ou autour d'une table très basse, tout ceci nécessite à la fois des plats ou des produits adaptés pour attraper les nourritures, les porter à la bouche avec adresse. Les cuissons sont essentielles pour en garantir l'hygiène. Elles sont pratiquées dans le cadre domestique, mais, dans certaines villes de l'Inde, elles sont sous-traitées pour être en accord avec l'interdit social des castes.

Les nourritures ludiques

Sur la carte du monde, le Moyen Orient et plus particulièrement le Maghreb ont gardé les tables basses avec un usage important du canapé. Ce meuble rappelle l'aire culturelle romaine et le lit où les convives mangeaient, ce meuble devenu la banquette commune. Les nourritures sont surtout cuisinées par les femmes. Beaucoup d'aliments y sont apprêtés pour être portés à la bouche (dolmas, baklavas, pâtisseries, etc.). Se nourrir est plutôt pensé comme un moment de détente, plus informel, chacun prenant ce qui lui convient. En Asie du Sud-Est, les convives s'installent sur de petits tabourets, la nourriture est servie dans des bols, le repas n'est pas forcément collectif, on cultive l'art de l'échange.

Les nourritures gastronomiques

En Europe et en Chine, on apprend à manger à table. La table est un meuble souvent rectangulaire, hérité des autels sur lesquels a lieu un sacrifice sacré. Manger, c'est célébrer la vie gu'on prend aux plantes et animaux, « faire mémoire de », relier les vivants et les morts. Les coupes de vin offert aux dieux sont devenues des calices dans les liturgies chrétiennes. Du sacré, on est passé en France au spectacle avec les rituels royaux issus d'une étiquette : placement des convives, services complexes qui furent simplifiés au xixe siècle dans une salle dédiée, la salle à manger, mais qui rappelle, avec le restaurant inventé à la Révolution, l'unité de temps, de lieu et d'action du théâtre classique. Cette dimension collective du repas gouverne aussi les tables chinoises dont la forme ronde rappelle le lien avec une cosmogonie céleste, l'interdiction du couteau et l'usage des baguettes orientant le regard sur les aliments. Avec les multiples plats, l'univers gastronomique chinois donne aux mangeurs une denrée alimentaire pensée comme une médecine. Dans ces deux aires culturelles, les banquets sont le summum du repas, l'excès y est recherché, le social commandant jusqu'à des formes subtiles de gaspillage.

Les nourritures utilitaires

Aux États-Unis, mais aussi en partie dans l'Europe du Nord, la relation aux aliments est plus « utilitaire », notamment dans la gestion de l'abondance qui a fait dériver une part importante de la population vers le surpoids et ses pathologies. Manger est moins commandé par le collectif, les aliments sont conditionnés par l'industrie active dès le xix^e siècle pour être consommés en toutes circonstances. La massification de certains plats venus d'Europe (pizza, hamburger) a fabriqué des *best sellers* planétaires conçus comme des marchandises évaluées par leur prix et leur practicité. Autrement dit, des mets pouvant être mangés en toutes positions, y compris mobiles et, notamment debout. Les aliments sont des marchandises au centre d'une chaîne industrielle qui les produit en masse à l'amont, et les écoule par un marketing pressant via de multiples canaux de distribution (supermarchés, distributeurs automatiques, livraison de particuliers et de professionnels).

Nourritures monde

Cette approche des nourritures par les corps qui mangent donne une clé de compréhension des systèmes alimentaires à l'œuvre dans le monde aujourd'hui. De puissantes dynamiques liées à nos modes de vie remanient, par nos postures de mangeurs, les cuisines, dont nombre d'acteurs jugent qu'elles sont en voie de disparition, d'où leur patrimonialisation. De fait, là où les systèmes familiaux patriarcaux restent la norme (Afrique, Inde), l'individualisation gagne du terrain. Là où les nourritures sont abondantes, où l'urbanisation a dissocié les lieux de

travail et d'habitation, les pratiques collectives se justifient peu. Elles sont reléguées à des moments festifs calendaires ou personnels. Cela étant, une part des mangeurs (en fait, souvent des mangeuses) veulent garder la main sur leurs nourritures qu'ils (elles) préfèrent cuisiner à partir de produits frais, issus de circuits préférentiellement courts. Ainsi, dans les pays où l'offre industrielle est très abondante, la cuisine domestique n'a pas disparu et cuisiner — une obligation — peut devenir un loisir (entre amis, par exemple). On constate un surinvestissement technique, inversement proportionnel à la transformation ellemême, la plupart des tâches culinaires courantes étant simplifiée à l'amont des cuisines par l'industrie marchande.

Cette approche quaternaire donne les principaux ressorts d'une géopolitique pressante qui va s'accentuer avec la crise climatique. En effet, l'occidentalisation des modes de vie liés à l'urbanisation conduit à des pratiques alimentaires marquées par la simplicité et la disponibilité que certains mangeurs combinent avec des exigences (floues pour les chercheurs et chercheuses) comme le « plaisir », la « gourmandise », mises en avant par le marketing. Les industries redoublent leur pression, s'adaptent aux demandes changeantes liées aux crises sanitaires (dont la vache folle a ouvert la série en 1996, mais aussi la pandémie de surpoids et d'obésité, les maladies neuro-dégénératives), environnementales (l'impact carbone conduisant à la mise en avant des produits locaux), politiques (la guerre en Ukraine et les crises de marchés).

Ainsi, ce que nous appelons le « métissage » des cultures culinaires connaît-il une nouvelle accélération après le grand partage des plantes au xvie siècle, l'industrialisation des boissons et des fromages à partir du xixe siècle, puis celle des plats à partir des années 1970. Il y a bien une bataille mondial/local qui concerne une grande part des mangeurs dont les modes de vie commandent ce renouvellement où une industrie extrêmement concentrée tente de maintenir son pouvoir. Reste que les mangeurs peuvent accéder à tous les types de nourritures : après un pique-nique (familialiste) au déjeuner, un goûter au cours d'une séquence télévisuelle (ludique), suivie d'un moment convivial (gastronomique) précédant la célébration d'un événement dans un bar (utilitaire), toutes ces pratiques ouvrent à des nourritures qui prennent racine dans des cultures différentes que la mondialisation a imbriquées.

De fait, l'humanité semble engagée dans un processus intensif d'échanges « nutri-culturels ». Ces échanges fabriquent à partir de cultures locales des *best sellers* qui, comme les objets de consommation, les sites paysagers, les beaux-arts, donnent — à tort — le sentiment d'une *tabula rasa*. Car tous les humains partagent ce que les Espagnols appellent la *querancia*, qui rappelle un « amour du chez-soi » signifiant un sentiment de bien-être issu d'un lieu particulier de la Terre, ses rythmes, son histoire, sa culture, tous pourvoyeurs d'affection et suscitant la reconnaissance. Un lien intime qui passe par l'alimentation, que chaque génération formate à son goût. Et ceci, depuis les débuts de l'histoire humaine.

contact&info

Gilles Fumey,
SIRICE
gilles.fumey@sorbonneuniversite.fr

Avons-nous droit à une alimentation saine et durable?

Juriste, directrice de recherche CNRS au sein du laboratoire Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE, UMR7363, CNRS / Université de Strasbourg) et fellow de l'Institut d'études avancées de l'université de Strasbourg (USIAS), Élisabeth Lambert s'intéresse à la santé environnementale : droit à un environnement sain et écologiquement viable, réglementation des pesticides... Elle coordonne le projet Taking the right to healthy food seriously: a European perspective (« Prendre au sérieux le droit à une alimentation saine : perspectives européennes » dont l'objectif est d'analyser l'émergence d'un « droit subjectif », ou à tout le moins d'un « intérêt » individuel/collectif à une alimentation saine en tant que nouvelle composante de la réglementation européenne relative aux droits humains.



Sélection de produits diététiques - vue de dessus © M.studio

Avons-nous droit à une alimentation saine et durable ? Cette question, qui pourrait paraitre provocatrice pour certains, évidente pour d'autres, est en réalité plus complexe qu'il n'y parait.

Le projet de recherche « Prendre au sérieux le droit à une alimentation saine : perspectives européennes », financé par l'Institut d'études avancées de Strasbourg¹ sous la responsabilité d'Élisabeth Lambert, vise à explorer de façon empirique les développements récents dans les États européens afin de comprendre si un « droit à » des aliments sains et durables existe : si oui, sous quelles conditions, avec quels leviers et obstacles ; si non, pourquoi ? De même qu'il existe un droit à la santé (au sens de droit d'accès aux soins), un droit à la bonne santé ou aux dernières thérapies les plus prometteuses n'existe pas. Alors, si le droit à l'alimentation (au sens de droit d'accès aux aliments) existe bien, qu'en est-il d'un droit d'accéder à des aliments sains et produits selon une approche durable ? La prise de conscience, notamment avec les travaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des méfaits de la malbouffe responsable de l'explosion des maladies non transmissibles, a-t-elle changé la donne?

En réalité, il existe au moins deux difficultés au départ. La première est d'ordre conceptuel (elle n'est d'ailleurs pas propre au continent européen). La seconde renvoie à un contexte européen peu propice à la reconnaissance de ce nouveau droit.

Premièrement, si l'importance et les contours de la dimension « saine » ou « nutritive » semblent relativement consensuels aujourd'hui avec leur inscription depuis 1996 dans des textes de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le concept d'alimentation durable, plus récent, est davantage polysémique et controversé. L'alimentation saine assure donc une protection tant contre la malnutrition, la dénutrition, l'obésité que contre les maladies non transmissibles. La durabilité renvoie au faible impact environnemental pour les générations actuelles et futures mais, selon que l'accent soit mis plus ou moins sur le volet économique, social ou écologique, sa traduction varie. Depuis une décennie, un regain pour la souveraineté alimentaire entendue au sens de protection des aliments produits localement ou nationalement, est notable. Aux termes d'une étude de droit comparé, la chercheuse Élisabeth Lambert et son équipe ont noté combien le concept de soutenabilité adossé à l'alimentation est réalisé dans une

^{1.} Les travaux issus de cette recherche seront publiés fin 2023 chez Peter Lang.



Licence Unsplash

démarche très anthropocentrée sans réelle prise en compte de la durabilité écologique, avec des initiatives intéressantes cependant en Hongrie, en Moldavie et en Suisse, et des exceptions instructives sur le continent latino-américain en lien avec le droit à un environnement sain. L'approche par des « droits à » reste limitée, avec une opposabilité en justice incertaine. En réalité, il n'y a pas eu de volonté politique de prendre au sérieux de tels impératifs ; les difficultés identifiées sont liées tant à la mal gouvernance, au temps long de la soutenabilité, aux logiques partisanes clivantes, au cloisonnement des disciplines et institutions et au refus de repenser une hiérarchie des valeurs.

Deuxièmement, la question posée par la recherche n'appelle pas de réponse universelle et le continent européen se caractérise par une approche très restrictive. Le droit à l'alimentation a été relégué à un rang subalterne, car catalogué comme un droit de la seconde génération, accusé d'entraver tant la liberté économique que la liberté des mangeurs, de gêner le fonctionnement des marchés et d'imposer à l'État des obligations positives trop contraignantes. Une analyse du « droit en contexte » économique, politique, social, est ainsi indispensable. Or, on constate un « acte mangué » en Europe, à la fin des années 1990. En effet, le Conseil de l'Europe s'est vu déposséder de ses compétences sur ce terrain par l'Union européenne (UE) au motif d'un risque de chevauchement entre les deux organisations. Or, l'approche adoptée par le Conseil de l'Europe (avec le Comité d'experts sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la santé des consommateurs) depuis les années 1960 était clairement ancrée dans les droits fondamentaux et particulièrement dans le concept de dignité humaine, sans omettre une trajectoire parallèle par la santé des consommateurs. Ces activités furent stoppées en 2003 par le Secrétaire général de l'époque, avec l'appui de

délégations étatiques, dont celles de la France et du Royaume Uni, satisfaites de la récupération par l'UE de ces thématiques, privilégiant cette fois une approche par le marché, la sécurité sanitaire et la santé des consommateurs. Il ne reste des actions du Conseil de l'Europe, dont le manque de ressources était criant, que quelques recommandations sur le droit à une alimentation nutritive pour des groupes vulnérables. En l'absence de rôle levier des organisations européennes, ce sont ainsi l'OMS et la FAO qui ont joué un rôle moteur par la production de connaissances scientifiques, de lignes directrices et recommandations.

Dès lors, en Europe, les produits alimentaires sont encore appréhendés comme une « marchandise » ordinaire, ce que contestent certains en doctrine, revendiquant une exception agricole et alimentaire². C'est dans ce sillon d'un régime juridique spécifique que l'équipe de recherche s'inscrit, en mobilisant l'approche des droits fondamentaux, sous l'angle individuel et collectif, des droits et devoirs. Une telle approche porte en son centre l'attribution de droits à des titulaires (les mangeurs) qui deviennent acteurs de la sanction potentielle du non-respect de leur droit par des débiteurs (l'État et l'Industrie) lors des actions portées en justice. Les débiteurs d'un tel droit doivent demeurer les acteurs publics en ultime ressort, ce qui est admis de façon très consensuelle sur la scène européenne. Adopter l'approche par un droit (individuel et/ou collectif) à une alimentation saine et durable est exigeant et suppose :

- ▶ d'admettre un intérêt supérieur dans la société, lequel serait particulièrement menacé,
- ▶ de compléter des outils juridiques plus faibles (les engagements volontaires des industriels ou objectifs de politiques publiques des États),

^{2.} Bernard A., Collart Dutilleul F., Riem F. 2019, « Penser autrement le rapport du droit et de l'alimentation. Présentation du dossier », Droit et société 2019/1, n° 101 : 11-20. Voir aussi plus largement les travaux du <u>programme Lascaux</u>.

▶ d'admettre la faisabilité de l'opposabilité de ce droit à leurs débiteurs.

Cette approche a le double avantage de prioritiser des intérêts supérieurs (faire primer le droit à une alimentation saine et durable sur la liberté d'entreprise et la libre exploitation des ressources) et d'avoir un potentiel transformatif des régimes alimentaires actuels. Cette approche complète le modèle actuel faisant des seuls consommateurs les cibles des politiques publiques, sans possibilité d'obtenir la reconnaissance et la mise en œuvre d'un droit fondamental à des aliments protecteurs de leur santé et des droits des générations futures.

En réalité, compte tenu de l'absence d'injonctions par les institutions européennes, des initiatives nationales éclatées ont vu le jour. Dans de rares États européens et, plus largement, en Amérique centrale et du sud, en Asie et Afrique, un droit à une alimentation saine ou nutritive existe, soit explicitement, soit comme un droit implicite résultant du droit à la santé, et/ou du droit à la vie, et/ou du droit à un environnement sain avec le concept de dignité en arrière-plan. Deux initiatives récentes en Italie et au Portugal ont révélé à quel point l'approche par les droits fondamentaux connait un dynamisme ; ces tentatives (dont l'une a abouti, en Italie) ont montré combien les enjeux d'alimentation doivent être pensés de concert avec la transition agroécologique.

Partant du socle théorique selon lequel le droit est un langage du pouvoir, compte tenu de l'appréciation subjective des interprètes de la norme selon des préférences souvent inavouées, Élisabeth Lambert est convaincue qu'un droit à une alimentation saine et durable, tout comme le droit à un environnement sain parfois mobilisé dans le contentieux climatique, peut donc parfaitement

être façonné dans l'objectif d'une meilleure santé globale et d'une protection du vivant. Il existe des signaux assurément positifs indiquant que le droit à une alimentation saine et durable fait lentement son chemin et n'est pas purement théorique ou hypothétique. Toutefois, le constat est celui d'un droit en pointillé. (Re)penser le droit à l'alimentation en période d'Anthropocène ne saurait faire l'économie d'une vision globale incluant les enjeux liés aux pratiques culturales, au commerce international³, à la détermination des prix, aux enjeux écologiques, à la question de l'accès à la terre, plus globalement au modèle économique actuel⁴. L'approche par les droits fondamentaux comporte toutefois un angle mort important à ce jour, à savoir l'impossibilité de poursuivre en justice les acteurs autres que l'État en dépit de « l'entreprisation » de notre monde⁵. Sur cet aspect, des avancées considérables doivent être réalisées dans les prochaines années. Ouvrir le chantier du droit à une alimentation saine et durable implique de s'accorder collectivement sur une nouvelle hiérarchie de valeurs, quitte à devoir bifurquer avec les politiques publiques actuelles.

Bref un vaste chantier! Loin d'avoir refermé une page, cette recherche devrait ainsi en ouvrir bien d'autres!

contact&info

► Élisabeth Lambert,
SAGE
elisabeth.lambert@cnrs.fr

^{3.} Ferguson R. 2018, *The right to food and the World Trade Organisation's rules on Agriculture, Conflicting, Compatible, or Complementary?*, Brill. 4. van de Pas R. 2017, Global Health in the Anthropocene: Moving beyond Resilience and Capitalism, *International Journal of Health Policy and Management* 6(8): 481-486. Herd D., Collis S. 2020, Making space for the Human: Rights, the Anthropocene and recognition, *European Journal of American Culture*, vol.39, n°1: 13-27.

^{5.} Abraham Y-M 2014, Réviser les droits de l'homme pour protéger l'humanité, *Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, vol.16, n°2.

la **ettre** de l'InSHS

- ▶ Directrice de la publication Marie Gaille
- ▶ **Directeur de la rédaction** Alexandre Gefen
- ▶ Responsable éditoriale Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
- ▶ Conception graphique Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- ▶ Graphisme Bandeau Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- Crédits images Bandeau
 Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- ➤ Pour consulter la lettre en ligne www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- ► S'abonner / se désabonner
- ► Pour accéder aux autres actualités de l'InSHS www.cnrs.fr/inshs
- ► Retrouvez l'InSHS sur Twitter @INSHS_CNRS

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN: 2272-0243